



**Budget 2016 et
Programme triennal
d'immobilisations
2016-2018**



Table des matières

1. BUDGET 2016 EN RÉSUMÉ

Pour chaque dollar de taxes	7
Sommaire des prévisions budgétaires 2016	8
Faits saillants	9
Mot du maire	11
Mot du directeur général	13

2. PROFIL DE LAVAL

Laval en chiffres	17
Conseil municipal et comité exécutif	19
Administration	21
Missions des services municipaux et des bureaux	22
Situation économique	25

3. BUDGET 2016

Sommaire des prévisions budgétaires 2016	32
Contexte budgétaire	33
Principales hypothèses utilisées dans le processus budgétaire	35

4. LES REVENUS

Orientation budgétaire	39
Répartition en pourcentage des revenus de fonctionnement	40
Revenus de fonctionnement	41

5. LES DÉPENSES

Orientation budgétaire	49
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par fonction	52
Dépenses de fonctionnement par fonction et activité	53
Éléments de conciliation à des fins fiscales	55
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par objet	56
Dépenses de fonctionnement par objet	57
Dépenses de fonctionnement par unité administrative	59

6. PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2016-2018

Faits saillants	63
Programme triennal d'immobilisations - sommaire	66
Investissements par catégories d'actifs	68
Répartition des activités d'investissement	69
Profil des investissements	69
Activités d'investissement et modes de financement	70
Répartition du financement des activités d'investissement	71
Transferts gouvernementaux	71
Gestion de la dette	72
Programmes et projets par service	74

7. STATISTIQUES LAVALLOISES

Évolution de la valeur des permis de construction	85
Marché de la revente, prix moyen	85
Marché de la revente de l'unifamiliale, prix moyen	86
Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs	86
Évolution des investissements par secteur	87
Évolution de la population	87
Évolution de l'évaluation foncière	87
Évolution de certains taux de taxation et de tarification	88
Évolution des effectifs	89

8. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

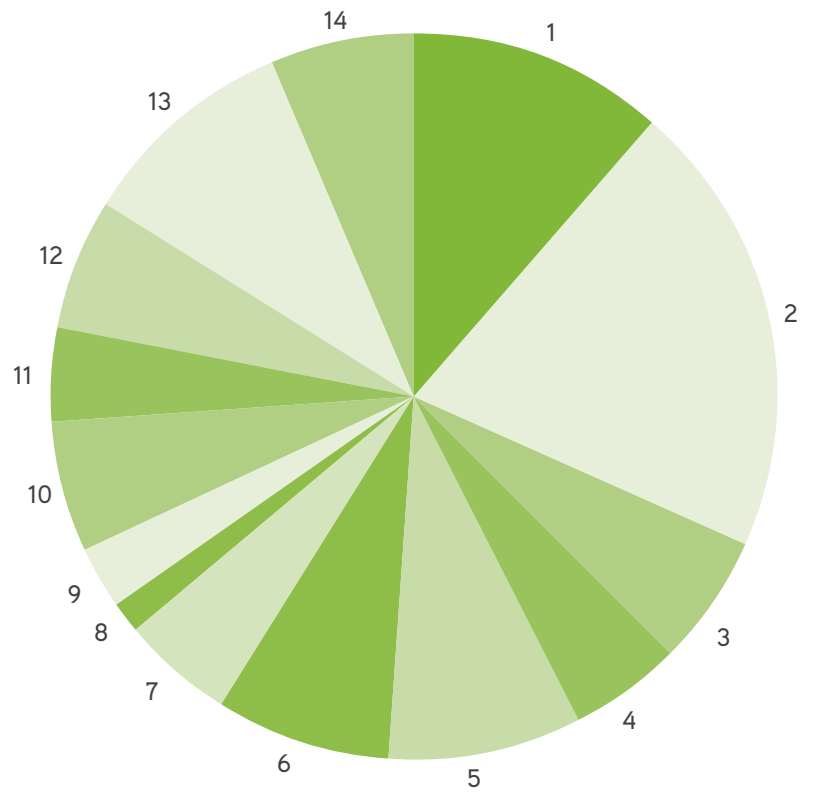
Périmètre comptable	93
Activités de fonctionnement consolidées à des fins fiscales	94
Activités d'investissement et modes de financement consolidés	95

BUDGET 2016
EN RÉSUMÉ

1

Pour chaque dollar de taxes

1	Administration générale	11,6€
2	Police, sécurité incendie et sécurité publique	20,2€
3	Réseau routier	5,7€
4	Enlèvement de la neige	5,1€
5	Transport collectif	8,7€
6	Eau et égout	7,6€
7	Collecte, traitement, élimination des déchets et protection de l'environnement	5,1€
8	Logement et urgence sociale	1,5€
9	Aménagement, urbanisme et développement économique	2,8€
10	Activités récréatives	5,7€
11	Activités culturelles	4,2€
12	Frais de financement	5,9€
13	Remboursement de la dette	9,6€
14	Autres éléments	6,3€



Sommaire des prévisions budgétaires 2016 (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	564,1	546,2
Taxes sur une autre base	124,4	122,1
Paiements tenant lieu de taxes	17,4	15,9
Services rendus	7,6	7,4
Imposition de droits	34,2	32,4
Amendes et pénalités	17,1	17,9
Intérêts	12,7	9,8
Autres revenus	5,6	5,3
Transferts	27,4	27,5
	810,5	784,5
DÉPENSES		
Administration générale	94,3	88,7
Sécurité publique	163,8	166,4
Transport	157,7	152,2
Hygiène du milieu	103,2	101,8
Santé et bien-être	11,8	11,1
Aménagement, urbanisme et développement	22,5	21,8
Loisirs et culture	80,1	75,6
Frais de financement	48,1	56,4
	681,5	674,0
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	129,0	110,5
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
Financement (net des affectations)	(77,0)	(77,3)
Affectations	(52,0)	(33,2)
	(129,0)	(110,5)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0

Faits saillants

BUDGET DE 810,5 M\$

VARIATION DU COMPTE DE TAXES FONCIÈRES MOYEN

Secteur résidentiel: 1,9%

Secteur non résidentiel: 1,9%

AJOUTS ET AMÉLIORATIONS DE SERVICES

Élargissement de la collecte des matières organiques

Prolongation de la période d'ouverture des piscines extérieures

Schéma de couverture de risques

Premiers répondants

Fonds dédié au logement social

Politique de l'arbre

Patrouille neige

Guichet unique pour les demandes des entreprises relatives aux services municipaux

Mesure de la qualité des services et programmes municipaux

Équipe multidisciplinaire pour le développement de projets urbains structurants

MAINTIEN DES PROGRAMMES

Programme de maintien à domicile des 65 ans et plus

Accession à la propriété

Subventions reliées à de saines pratiques environnementales (toilettes écologiques, composteurs domestiques, barils récupérateurs d'eau de pluie, couches réutilisables)

PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS DE 2016 À 2018: 848,6 M\$

Mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels: 169,2 M\$

Réfection des infrastructures existantes: 272,6 M\$

Amélioration et prolongement du réseau routier: 54 M\$

Aménagement de parcs, d'espaces communautaires et acquisition d'espaces verts: 40,9 M\$

IMMOBILISATIONS PAYÉES COMPTANT: 263,8 M\$

Mot du maire



Chères concitoyennes,

Chers concitoyens,

Le Budget 2016 de la Ville de Laval et le Programme triennal d'immobilisations qui y est associé marquent une étape importante. Les dépenses et intentions d'investissement de la Ville apparaissent en fonction des cinq axes (Vivante de nature, Séduisante de nature, Humaine de nature, Entreprenante de nature et Engagée de nature) de la vision stratégique Urbaine de nature qui a été élaborée en consultation avec plus de 3 000 citoyennes et citoyens et dévoilée en avril 2015.

Cette démarche s'est inscrite dans notre volonté d'aller à la rencontre des citoyens comme jamais auparavant pour les écouter et pour tenir compte de leurs aspirations et de leur volonté dans nos décisions.

Il faut mesurer la portée de ce que cela signifie. Rappelons-nous, à l'automne 2013, nous avons reçu le mandat de restaurer la crédibilité de la Ville de Laval et de la remettre sur la voie d'un développement harmonieux et durable. Ce budget témoigne du progrès accompli, car pour la première fois depuis des décennies, ce sont véritablement les priorités des citoyens qui guident les priorités des dépenses.


Le Budget 2016 met formellement en œuvre leur vision de développement. Il finance des mesures de valorisation des espaces verts et bleus (Vivante de nature); il confirme la priorité qu'accorde la Ville à la mobilité durable, à son partenaire qu'est la STL et aux projets urbains structurants (Séduisante de nature); il accroît le soutien à la culture et élargit l'offre de services aux citoyens (Humaine de nature); il fait de la Ville un meilleur partenaire d'affaires avec un guichet unique aux entreprises (Entreprenante de nature) et il consolide l'expertise de la Ville dans des secteurs tels la gestion et l'ingénierie (Engagée de nature).

Ce budget d'une ville qui se retrouve, c'est aussi celui d'une ville responsable. Le respect de la capacité de payer des citoyens, le contrôle minutieux de la dette, la planification des dépenses demeurent les principes de gestion directeurs de notre administration. Cette rigueur permet de maintenir la hausse du compte de taxes à 1,9%, ce qui est inférieur à l'indice des prix à la consommation.

Le Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 se décline lui aussi selon notre vision stratégique, témoignant de la cohérence de notre administration. La Ville prévoit ainsi investir près de 850 M\$ au cours des trois prochaines années, dont 256,3 M\$ en 2016. Plusieurs de ces investissements permettront d'améliorer la vie dans nos quartiers, comme la rénovation de quatre aréas, l'amélioration de trottoirs et pistes cyclables et la construction d'une nouvelle caserne. D'autres investissements permettront de lancer des projets emblématiques du développement de Laval au cours des prochaines années.

À mi-parcours de notre mandat, les citoyennes et les citoyens de Laval ont repris possession de leur ville. C'était l'engagement fondamental que nous avons pris devant la population. L'année qui vient nous engage résolument dans l'action. Maintenant que l'ordre est rétabli et que nous avons attentivement écouté les Lavallois, les gestes concrets vont se multiplier et le visage de notre ville se transformera de manière de plus en plus visible.

Nous pouvons maintenant nous engager avec confiance et fierté dans le développement de notre ville pour en faire un milieu de vie accueillant pour les familles et les entreprises. Le meilleur est devant nous.



Marc Demers

Mot du directeur général



Mesdames, Messieurs,

Gérer les finances d'une ville comme Laval est un défi de grande envergure. Les projets y sont nombreux et le travail à faire sur le terrain est colossal. Mais au même titre que Laval voit grand, je constate que nous sommes désormais en mesure de nous doter de tous les outils nécessaires pour être efficaces et relever ce défi.

Un de ces outils, c'est la vision stratégique, qui projette Laval en 2035 comme une ville urbaine de nature. Cette vision, adoptée au printemps 2015, est issue de la volonté ferme de mobiliser les citoyens et les acteurs du milieu autour de projets à la fois structurants et qui répondent à des besoins et demandes. Les aspirations et désirs de chacun ont été clairement exprimés. Le message a été entendu.

D'ailleurs, à la suite de la démarche de consultations publiques ayant mené à l'adoption de la vision stratégique, nous avons entamé un exercice de planification stratégique à l'interne, que nous finaliserons d'ici le début de 2016. Le résultat de cet exercice sera une planification structurée qui viendra consolider les orientations proposées dans la vision et qui consolidera les objectifs de développement établis pour Laval : planifier pour mieux gérer.

Tout cela m'amène au budget, un autre outil essentiel à la saine gestion de la Ville. Et cette année, je suis particulièrement fier du résultat de cette planification budgétaire. Nous vous proposons un outil conséquent, qui reflète les grands thèmes de la vision stratégique. La gestion des opérations est ainsi orientée sur des actions et des services répondant aux priorités identifiées, qui respectent la capacité de payer des contribuables.

Quant au Programme triennal d'immobilisations 2016-2018, que vous trouverez joint au Budget 2016, il correspond à une planification des investissements fidèle à des projets qui sont réalisables. Il ne s'agit pas d'une liste de souhaits et de vœux pieux, mais bien d'une liste de projets concrets et envisageables. En plus de servir de levier important dans les prises de décisions, ce document nous permet enfin de dresser un portrait réaliste de Laval telle que nous la projetons dans le futur.

En terminant, je tiens à mentionner que le Budget 2016 et le Programme triennal d'immobilisations qui l'accompagne ont été préparés avec beaucoup de rigueur. J'ai la chance d'être entouré de collègues compétents, expérimentés et dévoués qui font un travail exceptionnel, et je tiens à les remercier pour leurs efforts constants.

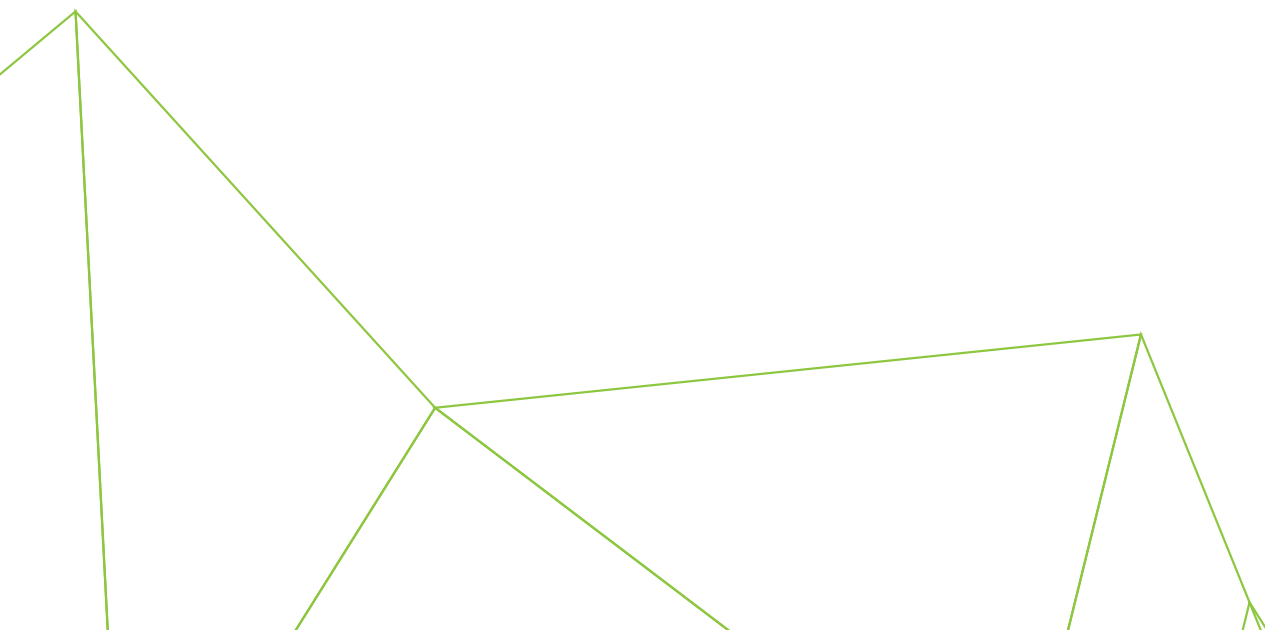
Ensemble, nous avons élaboré des outils pour mieux gérer Laval, pour bien planifier son développement et pour assurer la pérennité des projets qui l'animent. C'est donc avec fierté que nous vous présentons dans ces pages le résultat de ce grand travail de planification. Nous l'avons effectué à l'intérieur d'un code d'éthique renouvelé et au sein d'une gouvernance assainie, plus efficace et grâce à laquelle le citoyen occupe toute la place qui lui revient.



Serge Lamontagne

PROFIL
DE LAVAL

2



Laval en chiffres

SUPERFICIE

	246 km ²
Longueur	33 km
Largeur	12 km

DÉMOGRAPHIE

Population (estimée pour 2015)	429 400
Âge médian	41
Langue maternelle	
Français	63 %
Anglais	9 %

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Primaires	74
Secondaires	23
Centres de formation professionnelle	11
Collégial	1
Pavillons universitaires	2
Centres de recherche	5

SANTÉ

Centre hospitalier	1
CLSC	7
Centres de réadaptation	3
Centres d'hébergement publics et privés	17
Centre jeunesse	1
Cliniques médicales et groupes de médecine familiale	34

RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN

Nombre de parcours	44
Longueur du réseau	1403 km
Service scolaire - Nombre de parcours	118
Transport adapté - Nombre d'usagers	6 465
Nombre d'autobus	286
Train de banlieue - Longueur du réseau	16 km
Nombre de gares	5
Stationnements incitatifs	2 309 espaces

CULTURE

Plusieurs événements culturels	
Salles de spectacle	15
Musées	6
Bibliothèques	9

TOURISME

Nombre annuel de visiteurs	1130 000
Tourisme d'affaires	53 %
Durée moyenne du séjour	1,6 jour
Nombre d'unités disponibles pour l'hébergement	1490
Taux d'occupation	67 %
Recettes touristiques annuelles	197 M\$

ÉCONOMIE - AFFAIRES (EMPLOIS PAR INDUSTRIE, EN MILLIERS)

Secteur de la production de biens	40,1	19,7 %
Construction	11,9	
Fabrication	28,2	
Secteur des services	162,7	80,3 %
Commerce	38,7	
Transport et entreposage	18,3	
Finance, assurances et immobilier	8,4	
Services professionnels	14,9	
Services d'enseignement	6,4	
Soins de santé et assurance sociale	30,1	
Information, culture et loisirs	5,9	
Hébergement et restauration	17,2	
Administration publique	4,9	
Autres	17,9	

AGRICULTURE

Superficie	4 812 hectares
Fermes	
Élevage	17
Fruits et légumes	39
Pépinières et floriculture	58
Autres	8
Revenus bruts agricoles	59,7 M\$

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Longueur des voies publiques	4 639 km
Longueur des voies cyclables	175 km
Ponts et passerelles	123

INFRASTRUCTURES DE L'EAU

Stations de production d'eau potable	3
Stations de traitement des eaux usées	3
Production de l'eau potable	425 000 m ³ /jour
Traitement des eaux usées	770 000 m ³ /jour
Longueur des conduites d'aqueduc	1 619 km
Longueur des conduites d'égout	2 648 km
Stations de pompage	76

Conseil municipal et comité exécutif

MAIRE

Marc Demers

PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

DISTRICTS ÉLECTORAUX

CONSEILLERS

1. Saint-François	Jacques St-Jean	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Paolo Galati	
3. Val-des-Arbres	Christiane Yoakim	PRÉSIDENTE DU CONSEIL MUNICIPAL
4. Duvernay — Pont-Viau	Stéphane Boyer	
5. Marigot	Daniel Hébert	
6. Concorde — Bois-de-Boulogne	Sandra Desmeules	MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF
7. Renaud	Raynald Adams	MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF
8. Vimont	Michel Poissant	
9. Saint-Bruno	David De Cotis	VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF
10. Auteuil	Jocelyne Frédéric-Gauthier	
11. Laval-des-Rapides	Pierre Anthian	
12. Souvenir — Labelle	Jean Coupal	
13. L'Abord-à-Plouffe	Vasilios Karidogiannis	
14. Chomedey	Aglaia Revelakis	
15. Saint-Martin	Aline Dib	
16. Sainte-Dorothée	Ray Khalil	
17. Laval-les-Îles	Nicholas Borne	
18. L'Orée-des-Bois	Alain Lecompte	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Gilbert Dumas	
20. Fabreville	Michel Trottier	
21. Sainte-Rose	Virginie Dufour	MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF

Administration

DIRECTION GÉNÉRALE

Directeur général	Serge Lamontagne
Directrice générale adjointe - Administration	Carole Imbeault
Directeur général adjoint - Développement durable	Clément Bilodeau
Directeur général adjoint - Développement économique	Marc Tremblay
Directeur général adjoint - Services de proximité	Michel Byette

SERVICES

Achats et gestion contractuelle	André Lévesque
Affaires juridiques	Patrice Guay
Communications et marketing	Marie Gendron
Culture, loisirs, sport et développement social	Benoît Collette
Développement économique	Marc Tremblay
Environnement	Gilles Benoit
Évaluation	Pierre Huot
Finances	Sylvain Gouin
Greffe	Chantal Sainte-Marie
Ingénierie	Luc Goulet
Police	Pierre Brochet
Ressources humaines	Marc-André Vigeant
Sécurité incendie	Robert Séguin
Systèmes et technologies	Lise Poirier
Travaux publics	Sylvain Allard
Urbanisme	Sylvain Dubois

BUREAUX

Grands projets	Jean Roy
Juges	Claudie Bélanger
	Chantal Paré
	Martine Hébert
Ombudsman	Nadine Mailloux
Régime des rentes	Mylène Grenier
Vérificateur général	Michèle Galipeau

Missions des services municipaux et des bureaux

Les services municipaux

ACHATS ET GESTION CONTRACTUELLE

Responsable du processus d'adjudication des contrats qui sont requis dans le cadre de la conduite des activités courantes et stratégiques de la Ville. Assume également la responsabilité de la gestion des magasins et de la fourrière municipale ainsi que de la disposition des actifs. Veille à obtenir les biens et services nécessaires aux opérations de la Ville aux meilleures conditions possibles en maintenant un régime de concurrence loyal et transparent dans le respect des lois et règlements en vigueur. Agit comme principal intervenant dans l'application de la Politique de gestion contractuelle et de la Politique d'approvisionnement.

AFFAIRES JURIDIQUES

Apporte le soutien juridique nécessaire à la municipalité en répondant aux demandes diverses de nature légale provenant de la direction générale ou de l'ensemble des services de la Ville. Représente la municipalité devant différents tribunaux et supervise les mandats confiés à des firmes externes d'avocats. Assume la responsabilité du greffe de la cour municipale et des procureurs qui agissent pour la Ville devant cette cour. Assure également le suivi des réclamations présentées à la Ville, incluant le portefeuille des assurances de la municipalité.

COMMUNICATIONS ET MARKETING

Assure le positionnement stratégique ainsi que la gestion de l'image de la Ville et assure les relations avec les médias, en plus d'alimenter les réseaux sociaux. Soutient l'ensemble des services dans la transmission d'informations aux citoyens.

CULTURE, LOISIRS, SPORT ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Développe, en collaboration avec les partenaires, la culture, les loisirs, le sport, le plein air et la vie communautaire. Soutient et anime le milieu lavallois et assume la responsabilité du développement social, la gestion du Centre de la nature et des activités de messagerie et de transport.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Assure la promotion et le développement économique de Laval par la recherche de nouveaux investissements, l'accueil d'entreprises et le soutien de celles installées sur son territoire. Agit à titre de pôle économique majeur du Grand Montréal.

ENVIRONNEMENT

Maintient la salubrité et la qualité de l'environnement en protégeant et en mettant en valeur les milieux naturels, les cours d'eau et les espaces verts. Assure la qualité de l'eau, du sol et de l'air sur le territoire de Laval. Assure la production et le contrôle de l'eau potable, le captage et le traitement des eaux usées, la gestion des matières résiduelles et l'élimination des nuisances. Introduit et développe des activités qui ont pour but de créer des habitudes et des comportements environnementaux durables.

ÉVALUATION

Responsable de la confection et de la tenue à jour du rôle d'évaluation foncière. Le rôle d'évaluation reflète la valeur de tous les immeubles inventoriés et situés sur le territoire de la Ville. Cette valeur sert de base à la taxation municipale. De plus, le service agit comme expert auprès des différents services et mandataires municipaux lors d'acquisition, de disposition ou d'affaires immobilières.

FINANCES

Planifie et contrôle l'ensemble des activités financières et administratives de la municipalité, tels la préparation des états financiers, la perception des taxes, le paiement des différentes dépenses, l'analyse, le développement et la gestion des systèmes d'information financière ainsi que la coordination, la préparation et le suivi du budget conformément aux normes comptables, aux lois en vigueur et aux décisions du conseil municipal.

GREFFE

Assure le cadre législatif à l'intérieur duquel les décisions du conseil municipal et du comité exécutif sont prises et voit à rédiger les procès-verbaux, résolutions et projets de règlements de la Ville de Laval. Collige et conserve les documents qui sont ainsi archivés et est responsable des demandes de documents municipaux formulées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

INGÉNIERIE

Assure le rôle d'expert-conseil en matière de planification, de conception, de construction et de réhabilitation des infrastructures: aqueduc, égout, ouvrages de gestion des eaux pluviales, infrastructures d'utilité publique, routes, pistes cyclables, signalisation et feux de circulation, éclairage, ponts, ponceaux, viaducs, stations de production d'eau potable et de traitement des eaux usées, stations de pompage et ouvrages connexes. Responsable de l'émission des permis de raccordement et des permis d'obstruction de la voie publique.

POLICE

Responsable de la promotion et du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique. Responsable de la protection de la personne et de la propriété, de la moralité, de la circulation, des enquêtes, des mesures d'urgence et de l'application de la réglementation en matière policière.

RESSOURCES HUMAINES

Veille à pourvoir les divers services municipaux d'hommes et de femmes responsables et compétents pour œuvrer auprès des citoyens. Soutient les activités dans divers services de la Ville de façon efficace en permettant aux employés d'évoluer dans un milieu de travail stimulant, dans le respect et l'intégrité. Responsable de la gestion des relations de travail et de la santé et sécurité au travail et du développement organisationnel. Applique différents programmes dont la paie, la formation, la gestion des avantages sociaux, les interventions en matière de santé et de sécurité et procède de façon constante à l'évaluation de ses effectifs.

SÉCURITÉ INCENDIE

Responsable de la prévention et de la lutte contre les incendies, de l'organisation des secours et de la recherche des causes des incendies.

SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES

Accompagne les services municipaux, au plan technologique et organisationnel, dans la réalisation de leurs mandats. Oriente et conseille les services sur tout l'aspect informatique. Conçoit, développe et implante les applications et logiciels informatiques. Entretient et gère l'ensemble des systèmes et technologies de l'information, incluant les systèmes de communication et de télécommunication.

TRAVAUX PUBLICS

Entretient les infrastructures de la municipalité : rues, boulevards, signalisation, réseaux d'aqueduc et d'égout, parcs, arénas et foresterie urbaine. Assure aux divers autres services, principalement ceux de la culture, des loisirs, du sports et du développement social, de la police et de la sécurité incendie, un soutien technique lors d'événements spéciaux. Veille à la gestion du parc automobile et des bâtiments.

URBANISME

Assure le développement harmonieux du territoire, applique les règlements d'urbanisme et émet les permis de construction, de rénovation et de lotissement (cadastre), administre les divers programmes de la municipalité, notamment en matière de rénovation urbaine et de protection du patrimoine et est responsable de la toponymie des sites, des immeubles et des équipements municipaux (appellation d'un immeuble, d'une rue, d'un parc, etc.). Veille à la mise en œuvre du schéma d'aménagement de la MRC et gère l'aménagement en vue d'assurer une utilisation efficace du territoire afin de répondre aux besoins de la collectivité.

Les bureaux

GRANDS PROJETS

Responsable du développement et de l'application des meilleures pratiques en gestion de projet. Voit également à la réalisation de projets d'envergure, incluant les projets urbains structurants.

JUGES

Les juges de la cour municipale de Laval ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

OMBUDSMAN

En tant que protecteur du citoyen, reçoit et traite les plaintes des personnes qui s'estiment lésées par l'administration municipale. Intervient ou enquête chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être. Révise l'application de certaines procédures administratives et émet des recommandations au conseil dans le but d'améliorer les services offerts.

RÉGIME DES RENTES

Ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que le règlement municipal sur le régime des rentes et la loi déterminent.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Effectue la vérification des comptes et affaires de la municipalité et de toute personne morale dont la municipalité détient plus de 50% des actions votantes en circulation ou nomme plus de 50% des membres du conseil d'administration. Vérifie également toute entité faisant partie du périmètre comptable. La vérification des comptes et affaires comprend la vérification financière, la vérification de conformité de leurs opérations aux lois, règlements, politiques et directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources.

Situation économique

Résultats 2015 et tendances

LA CONJONCTURE GÉNÉRALE

La croissance économique mondiale de 2015 pourrait s'avérer être la plus faible qu'on ait connue au cours des cinq dernières années. Les pays émergents sont particulièrement touchés par le ralentissement économique. La Chine tente de rééquilibrer son économie en faveur d'un modèle plus durable et orienté vers la consommation plutôt que l'exportation.

L'économie américaine, de son côté, continue de croître à un rythme supérieur aux prévisions. Toutefois, la force du dollar américain ainsi que la politique des faibles taux d'intérêt préconisés par la banque centrale pourraient mettre un frein aux investissements étrangers ainsi qu'à la croissance économique.

Au Canada, les statistiques du 2^e trimestre ont confirmé que le pays est entré en récession technique. Le ralentissement économique s'est surtout fait sentir dans les provinces productrices de pétrole. Le recul de l'économie canadienne observé demeure cependant assez faible et les premières données disponibles pour le 3^e trimestre nous permettent d'anticiper un léger rebond. En 2016, la croissance de l'économie canadienne devrait se situer à près de 1,6 %.

Au Québec, la vigueur de l'économie américaine et la chute du dollar canadien pourraient profiter aux exportations. Selon l'Institut de la statistique du Québec, les performances enregistrées lors des deux premiers trimestres de 2015 démontrent des signes encourageants. La performance intérieure demeure encore timide. La création de 70 000 emplois depuis le début de l'année pourrait cependant contribuer à ranimer les dépenses des ménages.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'emploi progresse au Canada. Le nombre d'emplois à temps plein au Canada a augmenté d'environ 370 000 depuis le début de l'année. De ce nombre, plus de 90 000 ont été créés au Québec. Quant aux emplois à temps partiel, leur nombre est demeuré stable au Québec alors que le Canada enregistrait une légère baisse.

INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

	CANADA		ENSEMBLE DU QUÉBEC	
	Oct. 2015	Var. 10 mois	Oct. 2015	Var. 10 mois
Emplois	18 094 300	328 300	4 128 300	97 200
Temps plein	14 608 900	368 900	3 273 600	92 200
Temps partiel	3 485 300	-40 600	854 700	5 000
Population active	19 318 000	374 700	4 430 100	88 100
Taux d'activité	65,8 %	0,7 %	64,6 %	1,0 %
Taux d'emploi	61,6 %	0,6 %	60,2 %	1,1 %
Taux de chômage	6,3 %	-0,1 %	6,8 %	-0,4 %

Note : Données non désaisonnalisées.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*

LES CONDITIONS DE VIE

Un des indicateurs utilisés pour mesurer les conditions de vie des habitants d'un territoire est le revenu disponible des ménages par habitant. En 2013, le revenu disponible des ménages par habitant des Lavallois se compare avantageusement à la moyenne québécoise et à celui de la région de Montréal.

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES PAR HABITANT EN 2013

LAVAL		ÎLE DE MONTRÉAL		ENSEMBLE DU QUÉBEC	
2013	Var. moy. 1 an	2013	Var. moy. 1 an	2013	Var. moy. 1 an
27 301 \$	1,4 %	26 984 \$	-0,3 %	26 774 \$	0,9 %

Note: Le revenu disponible des ménages par habitant correspond à la somme de tous les revenus des ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels divisés par le nombre d'habitants de ce territoire.

Source: Institut de la statistique du Québec

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

Le tableau suivant donne la répartition des emplois par secteur d'activité en 2014 à Laval.

NOMBRE D'EMPLOIS PAR SECTEUR (Milliers)

	EMPLOIS Déc. 2014	EMPLOIS Déc. 2013
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	52	31
Fabrication	29	21
Construction	22	8
Autres biens	1	2
SECTEUR DES SERVICES	179	199
Commerce	46	46
Soins de santé et assistance sociale	21	30
Services professionnels, scientifiques et techniques	17	26
Finance, assurances, immobilier et location	12	17
Information, culture et loisirs	10	8
Services d'enseignement	19	15
Administration publique	13	8
Transport et entreposage	11	12
Hébergement et restauration	19	15
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	6	8
Autres services	5	14
TOTAL	231	230

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM 282-0124

Le nombre ainsi que la répartition des emplois démontrent que Laval bénéficie d'une structure économique saine, dynamique et diversifiée. Tout comme l'économie québécoise, l'économie lavalloise est dominée par le secteur tertiaire.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Le produit intérieur brut (PIB), qui équivaut à l'ensemble des biens et services produits dans le territoire au cours d'une année, a atteint plus de 14 milliards en 2014 pour le territoire de Laval, ce qui constitue plus de 4 % du PIB du Québec.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE EN 2014

LAVAL		ÎLE DE MONTRÉAL		ENSEMBLE DU QUÉBEC	
Millions de \$	Var. 1 an	Millions de \$	Var. 1 an	Millions de \$	Var. 1 an
14 013	2,6 %	119 245	2,5 %	346 372	2,8 %

Note : Estimation provisoire

Source : Institut de la statistique du Québec

Le PIB de la région de Laval a connu une croissance annuelle moyenne de 4 % au cours des dix dernières années. Cette excellente performance économique permet à Laval de demeurer dans le peloton de tête.

LES PERMIS DE CONSTRUCTION

Les tableaux suivants présentent le nombre ainsi que la valeur des permis de construction à Laval, pour la dernière année complète disponible, soit 2014.

NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUCTION PAR SECTEUR EN 2014

SECTEUR	NOUVEAUX PERMIS	AMÉLIORATIONS	TOTAL
Résidentiel	521	2 035	2 556
Commercial	8	302	310
Industriel	6	41	47
Institutionnel	2	66	68
TOTAL	537	2 444	2 981

Source : Ville de Laval, Service de l'urbanisme

VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION PAR SECTEUR EN 2014 (Milliers de \$)

SECTEUR	NOUVEAUX PERMIS	AMÉLIORATIONS	TOTAL
Résidentiel	364 527	54 137	418 664
Commercial	20 041	59 134	79 175
Industriel	47 975	21 718	69 693
Institutionnel	15 304	52 707	68 011
TOTAL	447 847	187 696	635 543

Source : Ville de Laval, Service de l'urbanisme

Depuis 2012, on observait une baisse du nombre de logements et de la valeur des permis de bâtir résidentiels émis dans la province de Québec. Laval n'échappait pas à cette tendance. Alors que dans la province, la baisse observée se poursuit depuis le début de l'année 2015, Laval connaît plutôt un revirement spectaculaire. Après neuf mois, le nombre de logements est en hausse de 56 % et la valeur des permis de construction résidentiels est en hausse de plus de 75 %. Ainsi, depuis le début de l'année, 319 permis ont été délivrés pour la construction de 1 457 logements dont la valeur totalise 385 M\$.

Les données préliminaires provenant des mois d'octobre et novembre confirment la vigueur du secteur de la construction résidentielle à Laval.

LE MARCHÉ DE LA REVENTE

Selon les dernières données disponibles publiées par la Chambre immobilière du Grand Montréal, le nombre de ventes enregistrées dans le secteur résidentiel est en hausse de 5 % pour la période de 12 mois terminée au 3^e trimestre de 2015 pour l'ensemble de la province.

Durant cette même période, le prix médian enregistré était en hausse de 1 % et 2 % respectivement pour les maisons unifamiliales et les copropriétés. Au 3^e trimestre de 2015, le prix médian d'une maison unifamiliale située sur le territoire de Laval était de 290 000 \$, comparativement à 394 500 \$ pour l'île de Montréal. Quant à la copropriété, le prix médian était de 215 000 \$ pour Laval et de 277 500 \$ pour l'île de Montréal.

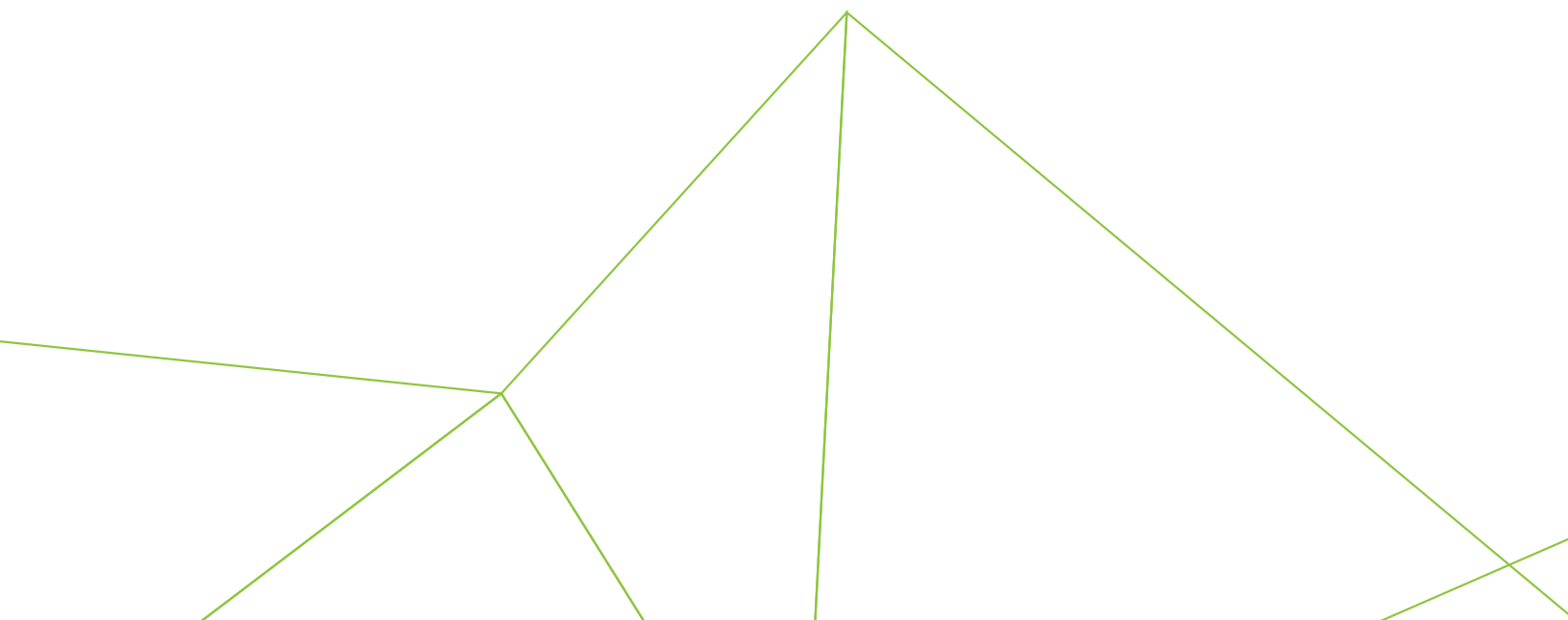
Le marché immobilier continue de croître lentement, favorisant ainsi sa solidité.

LE MARCHÉ LOCATIF

En 2014, le taux d'inoccupation des logements privés à Laval est demeuré stable à 2,2 %. À ce chapitre, Laval fait très bonne figure puisque selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement, il s'agit du seul secteur de la région de Montréal et des autres regroupements métropolitains de la province à ne pas avoir enregistré de hausse.

Le taux d'inoccupation des espaces commerciaux a progressé au cours de la dernière année, passant de 12 % à 13,2 % pour la grande région de Montréal. Les villes situées en banlieue ont particulièrement été touchées. En effet, le taux d'inoccupation de ces villes s'élevait à 17 % au 3^e trimestre de 2015. Laval n'a pas échappé à cette réalité, son taux se situant alors à 17,5 %.

Pour les immeubles industriels, le taux d'inoccupation était de 5,3 % à Laval pour la même période. Laval se situe avantageusement sous la grande région de Montréal (7,5 %).



LES INVESTISSEMENTS

L'année 2014 marque le retour du niveau des investissements sur le territoire lavallois au-dessus de la barre du milliard de dollars. Au cours des dix dernières années, 2013 demeure la seule année où ce seuil d'investissement n'aura pas été atteint. Les secteurs résidentiel et industriel continuent année après année de représenter une part importante de ces investissements.

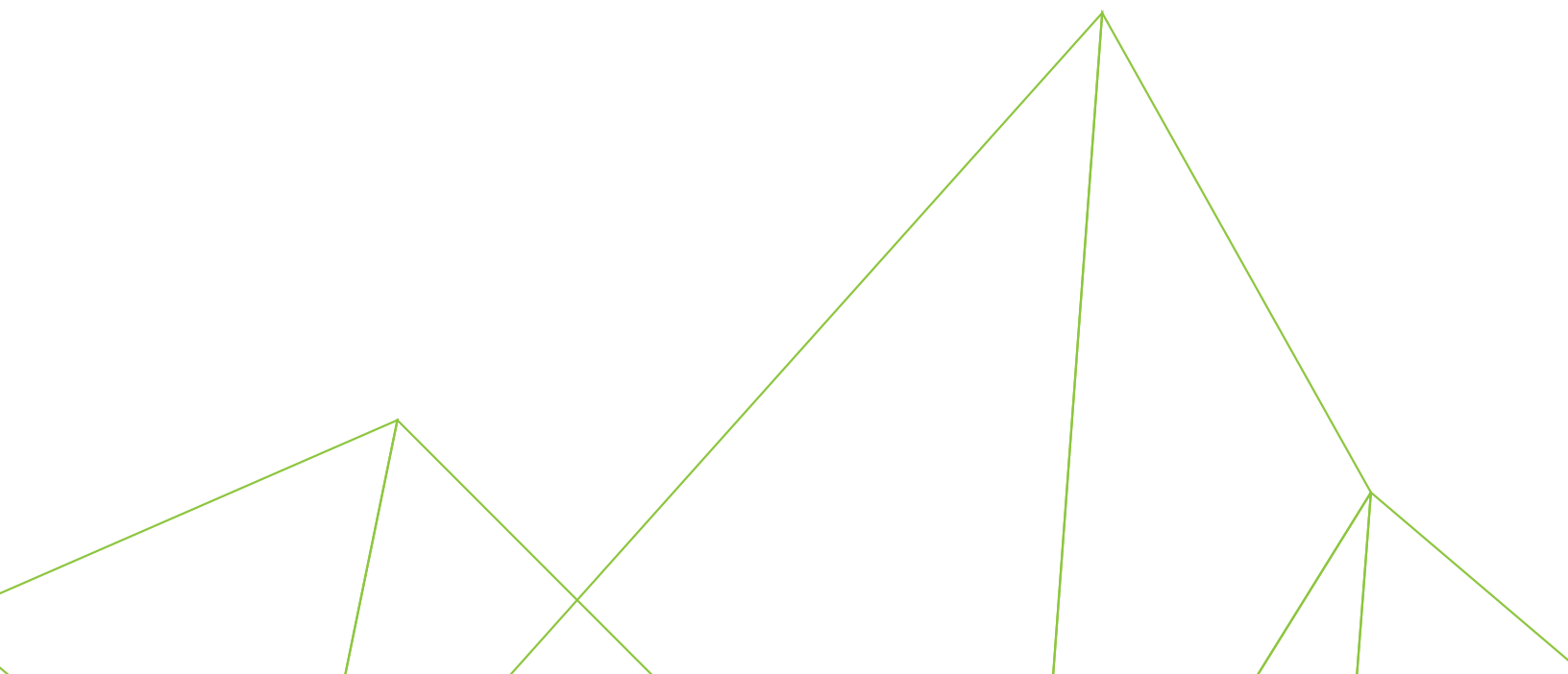
Ces résultats forts appréciables démontrent bien toute la vigueur du milieu économique lavallois. En 2014, on dénombre 33 nouvelles entreprises qui sont venues s'implanter à Laval. Celles-ci ont généré des investissements de 184 M\$. Les entreprises locales ont quant à elles investi 367 M\$ dans divers projets d'expansion.

LES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR EN 2014 ET EN 2013 (Millions de \$)

SECTEUR	2014	2013	VARIATION
Industriel	551,6	340,7	62 %
Commercial	77,2	86,2	-10 %
Institutionnel	177,3	105,4	68 %
Résidentiel	418,7	443,7	-6 %
TOTAL	1 224,8	976,0	25 %

Source : Laval Technopole

La croissance annuelle moyenne des investissements a été équivalente à 3,6 % au cours des 15 dernières années.



BUDGET
2016

3

Sommaire des prévisions budgétaires 2016 (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	564,1	546,2
Taxes sur une autre base	124,4	122,1
Paiements tenant lieu de taxes	17,4	15,9
Services rendus	7,6	7,4
Imposition de droits	34,2	32,4
Amendes et pénalités	17,1	17,9
Intérêts	12,7	9,8
Autres revenus	5,6	5,3
Transferts	27,4	27,5
	810,5	784,5
DÉPENSES		
Administration générale	94,3	88,7
Sécurité publique	163,8	166,4
Transport	157,7	152,2
Hygiène du milieu	103,2	101,8
Santé et bien-être	11,8	11,1
Aménagement, urbanisme et développement	22,5	21,8
Loisirs et culture	80,1	75,6
Frais de financement	48,1	56,4
	681,5	674,0
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	129,0	110,5
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
Financement (net des affectations)	(77,0)	(77,3)
Affectations	(52,0)	(33,2)
	(129,0)	(110,5)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0

Contexte budgétaire

Au cours des deux prochaines années, l'économie mondiale devrait se raffermir, mais avec un profil d'évolution bas. Elle pourrait de plus être perturbée si les risques géopolitiques persistent. Aux États-Unis, l'économie devrait croître à un bon rythme, mais certains facteurs, dont la force du dollar américain et la prudence des ménages, pourraient freiner cette croissance. Du côté des pays émergents, dont la Chine, les perspectives d'expansion sont faibles et demeurent une source d'inquiétude.

Au Canada, après un début d'année 2015 marquée par une faible croissance, les signes de redressement sont manifestes et l'économie devrait gagner en vigueur en 2016.

Pour le Québec, le scénario est le même, avec des prévisions de croissance économique de 1,3% pour 2015 et une cible de 1,7% pour 2016.

Avec le regain des mises en chantier, la bonne tenue du marché du travail et la remontée des ventes au détail, les signes sont encourageants. Mais des inquiétudes demeurent au niveau des exportations, des investissements des entreprises et du secteur des investissements résidentiels avec des surplus importants sur le marché des copropriétés et des taux d'inoccupation élevés sur le marché des logements locatifs.

Pour 2015, Laval affiche une bonne vitalité économique avec une croissance similaire à celle du Québec, et le même scénario est à prévoir pour 2016. Les facteurs contribuant à cette croissance sont un accroissement démographique vigoureux, des projets d'envergures nécessitant des investissements importants et un secteur tertiaire encore en expansion.

À la faveur de la dépréciation du dollar canadien et de deux baisses du taux directeur en 2015 afin de stimuler l'économie canadienne, celle-ci a rebondi. Ce rebond semble confirmer que la baisse des taux directeurs est terminée et que la Banque du Canada considère la politique monétaire actuelle appropriée.

Dans ce contexte, la Ville maintient ses efforts budgétaires en révisant ses processus afin de restreindre ses coûts tout en continuant d'offrir la même qualité de services à la population, et même en les augmentant.

Les chiffres comparatifs du Budget 2015 ont été reclassés afin que la présentation soit conforme à celle adoptée pour le Budget 2016.

Principales hypothèses utilisées dans le processus budgétaire

La préparation du budget se base sur des hypothèses d'indexation des revenus et des dépenses.

Ces hypothèses sont établies à partir de données réelles (conventions signées, contrats en cours, etc.), de projections (taux d'intérêts, indice des prix à la consommation, etc.) et de tendances historiques.

Bien que révisées tout au long du processus, ces hypothèses demeurent sujettes à des variations imprévisibles (augmentation du prix des ressources naturelles, des taux d'intérêts, de la croissance urbaine, etc.).

PRINCIPALES HYPOTHÈSES D'INDEXATION

Indice des prix à la consommation	2,0%
-----------------------------------	------

REVENUS

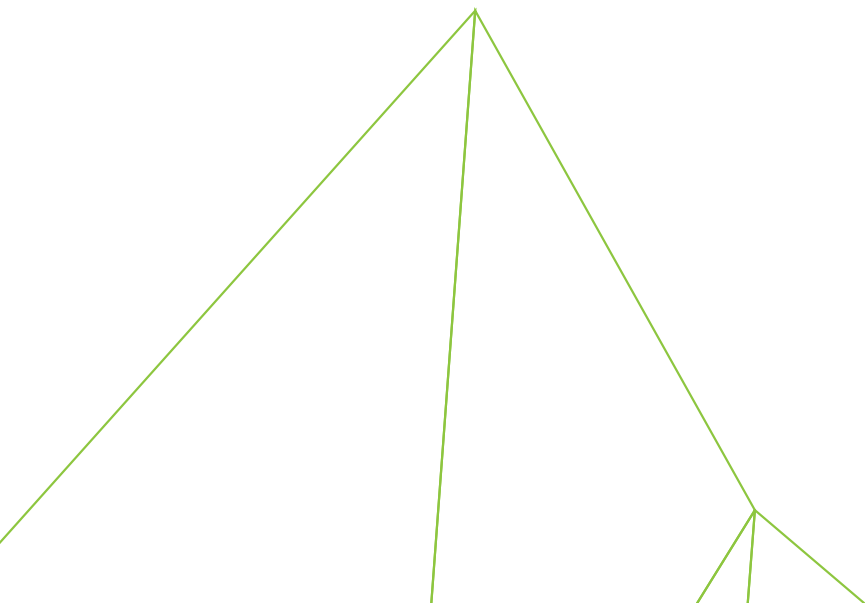
Croissance urbaine - nouveaux immeubles	1,1%
---	------

DÉPENSES

Énergie	
Électricité	2,0%
Taux d'intérêt de la Banque du Canada	0,5%

LES
REVENUS

4



Orientation budgétaire

En 2016, le compte de taxes foncières augmente de 1,9 % pour les résidences unifamiliales ainsi que pour les immeubles non résidentiels.

L'année 2016 est également marquée par l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation pour une période de trois ans. Ce rôle reflète l'évolution du marché et représente la valeur réelle des unités d'évaluation au 1^{er} juillet 2014. Il présente une hausse moyenne des valeurs de 10 %.

Afin d'atténuer l'impact fiscal, la Ville s'est prévaluée des dispositions de la loi qui permettent l'étalement de la variation de valeur sur trois ans.

Aussi, la Ville ajuste ses taux de taxes pour contrer, globalement à l'intérieur de chacune des catégories d'immeubles, les augmentations de valeur découlant du nouveau rôle.

Les taux de la taxe foncière générale sont ajustés, comme le démontre le tableau qui suit :

CATÉGORIE	TAUX 2016	TAUX 2015	VARIATION \$	VARIATION %
Résiduelle (taux de base)	0,745	0,748	(0,003)	(0,40)
Immeubles de 6 logements et plus	0,837	0,857	(0,020)	(2,33)
Immeubles non résidentiels	3,076	3,134	(0,058)	(1,85)
Terrains vagues desservis	1,378	1,496	(0,118)	(7,89)

À compter du 1^{er} janvier 2016, la majorité des tarifs des activités et services municipaux seront indexés à l'inflation annuellement.

Les taux de la taxe spéciale baissent de 2,5 ¢ à 2,4 ¢ du 100 \$ d'évaluation pour les immeubles de moins de six logements et de 7,5 ¢ à 7,2 ¢ pour les immeubles non résidentiels. Les revenus de cette taxe sont estimés à 15,3 M\$ et sont affectés à une réserve créée pour supporter la réfection des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées.

Les nouveaux immeubles qui seront inscrits au rôle d'évaluation augmenteront les revenus de la taxe foncière générale et ceux des autres taxes ou tarifs (service de l'eau, transport en commun régional) de 7,8 M\$.

Le programme d'accession à la propriété déjà en vigueur est redéfini afin de mieux cibler la clientèle visée, soit les jeunes familles. Ces crédits octroyés sur les droits de mutation sont estimés à 0,8 M\$.

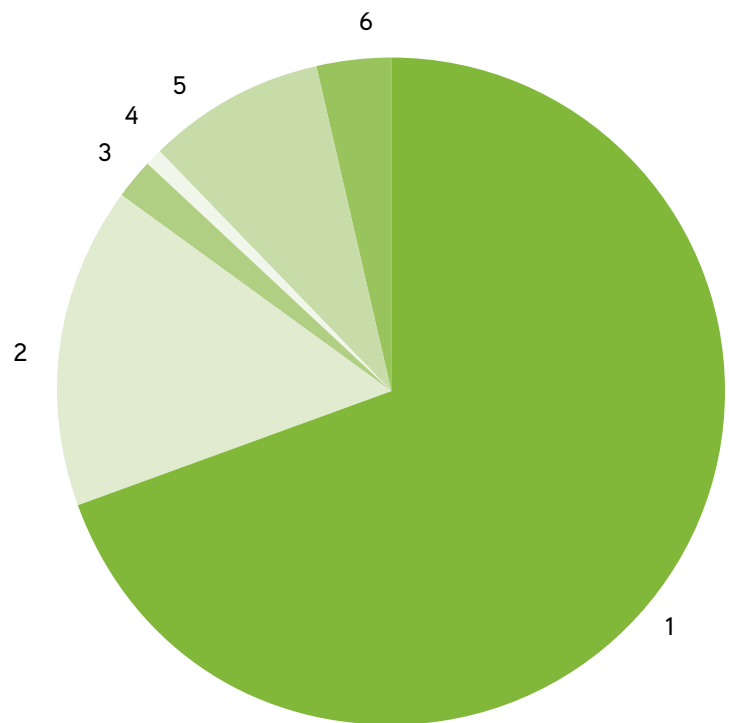
L'intégration des activités de Laval Technopole, du Centre local de développement (CLD) et de la Fondation du Centre de la nature engendre des revenus additionnels de 1,1 M\$ pour la Ville. Des dépenses équivalentes sont toutefois constatées.

L'obligation, au plus tard en décembre 2016, pour tous les ICI (industries, commerces et institutions) d'acquiescer et d'installer un compteur d'eau sur leur entrée de service va faire augmenter les revenus de 2,2 M\$. Une dépense semblable est également anticipée.

L'installation des compteurs d'eau va permettre de facturer tous les ICI sur la base des volumes d'eau consommés.

Répartition en pourcentage des revenus de fonctionnement

	2016	2015
1 Taxes sur la valeur foncière	69,6%	69,6%
2 Taxes sur une autre base	15,4%	15,6%
3 Paiements tenant lieu de taxes	2,1%	2,0%
4 Services rendus	0,9%	1,0%
5 Autres revenus	8,6%	8,3%
6 Transferts	3,4%	3,5%



Revenus de fonctionnement (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
TAXES SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales selon taux variés		
Catégorie résiduelle	291,8	280,9
Immeubles non résidentiels	223,4	216,4
Immeubles de 6 logements et plus	23,4	22,4
Terrains vagues desservis	7,6	8,2
Taxes spéciales - Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées		
Catégorie résiduelle	9,0	9,0
Immeubles non résidentiels	5,2	5,2
Immeubles de 6 logements et plus	0,7	0,7
Terrains vagues desservis	0,3	0,3
Autres taxes		
Terrains vagues non desservis	2,4	2,8
Remembrement agricole	0,3	0,3
	564,1	546,2
TAXES SUR UNE AUTRE BASE		
Tarifification pour services municipaux		
Service de l'eau	59,7	56,8
Taxes de secteur		
Service de la dette	20,1	21,0
Autres		
Infrastructures	2,2	2,2
Services centralisés d'appels d'urgence	2,5	2,3
Contrôle biologique des moustiques	1,3	1,3
Ramassage, transport et disposition de la neige	20,4	20,4
Transport en commun régional	18,2	18,1
	124,4	122,1
TOTAL DES TAXES	688,5	668,3

Revenus de fonctionnement - Suite (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		
Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement		
Taxes générales		
Immeubles non résidentiels	1,4	1,4
Taxes foncières - TVD	0,1	0,1
Taxes spéciales - Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées		
Immeubles non résidentiels	0,1	0,1
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	3,8	3,5
Cégeps et universités	1,9	1,9
Écoles secondaires	4,0	3,7
Écoles primaires	2,4	1,9
	13,7	12,6
Gouvernement du Canada et ses entreprises		
Taxes générales		
Immeubles non résidentiels	3,2	2,9
Taxes spéciales - Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées		
Immeubles non résidentiels	0,1	0,1
Tarifification		
Travaux permanents	0,1	-
Transport en commun régional	0,3	0,3
	3,7	3,3
TOTAL DES PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	17,4	15,9

Revenus de fonctionnement - Suite (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Évaluation	0,1	-
Application de la loi	0,3	0,3
Autres		
Loyers - Immeubles	1,9	1,6
Autres	0,2	0,2
Sécurité publique		
Police		
Autres	1,0	1,2
Incendie	-	0,1
Transport		
Voirie	0,2	0,2
Enlèvement de la neige	0,3	0,3
Hygiène du milieu		
Réseau d'égout	0,2	0,2
Matières résiduelles	0,4	0,4
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	0,1	0,2
Promotion et développement	0,2	-
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Camps de jour	1,6	1,7
Autres	1,1	1,0
TOTAL DES SERVICES RENDUS	7,6	7,4

Revenus de fonctionnement - Suite (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
IMPOSITIONS DE DROITS		
Licences et permis	6,3	6,6
Droits de mutation immobilière	25,9	24,0
Autres	2,0	1,8
TOTAL DES IMPOSITIONS DE DROITS	34,2	32,4
AMENDES ET PÉNALITÉS		
	17,1	17,9
INTÉRÊTS		
Réserves financières et fonds réservés	5,5	4,5
Autres	7,2	5,3
TOTAL DES INTÉRÊTS	12,7	9,8
AUTRES REVENUS		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	0,6	0,6
Autres	5,0	4,7
TOTAL DES AUTRES REVENUS	5,6	5,3

Revenus de fonctionnement - Suite (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
TRANSFERTS		
Transferts de droits		
Compensation pour la collecte sélective	5,8	5,8
Autres	4,1	4,1
	9,9	9,9
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Sécurité publique - Police	0,5	0,8
Transport		
Réseau routier - Voirie municipale	0,5	0,4
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	4,5	3,6
Réseau de distribution de l'eau potable	2,0	2,7
Traitement des eaux usées	0,3	0,3
Réseau d'égout	1,4	1,2
Élimination des déchets	3,5	3,4
Santé et bien-être	0,2	0,4
Aménagement, urbanisme et développement		
Subventions Fonds de développement des territoires	1,7	2,2
Autres	0,5	-
Loisirs et culture		
Activités récréatives	0,9	1,1
Activités culturelles - Bibliothèques	1,1	1,1
Activités culturelles - Autres	0,4	0,4
	17,5	17,6
TOTAL DES TRANSFERTS	27,4	27,5
TOTAL - REVENUS DE FONCTIONNEMENT	810,5	784,5

LES
DÉPENSES

5

Orientation budgétaire

Les dépenses et autres activités de fonctionnement

Le Budget 2016 des activités de fonctionnement s'établit à 810,5M\$ comparativement à 784,5M\$ pour 2015. Le budget est donc en hausse de 26 M\$, soit 3,3%.

La croissance de la rémunération et des avantages sociaux représentent 6,3M\$ ou 0,8% du budget précédent.

Le Budget 2016 intègre aux activités de la Ville, 53 employés ainsi que les revenus et dépenses de la Conférence régionale des élus, de la Fondation du Centre de la nature, de Laval Technopole et du Centre local de développement. Ces intégrations sont réalisées globalement à coût nul par la Ville.

La contribution à la STL est de 65,4M\$, soit une augmentation de 4,2M\$ par rapport à 2015. Le budget de la contribution à la CMM se chiffre à 8,6M\$, en hausse de 0,7M\$.

Le Budget 2016 comporte plusieurs ajouts et améliorations de services. Parmi ceux-ci, en lien avec les cinq axes de la Vision stratégique 2015-2035, mentionnons :



VIVANTE DE NATURE

- Installation de compteurs d'eau dans tous les ICI (industries, commerces et institutions) (2,1M\$). Ce programme s'autofinance par la vente des compteurs.
- Élargissement de la collecte des matières organiques à 10 000 portes additionnelles (0,3M\$).
- Refonte des règlements d'urbanisme afin d'assurer une concordance avec le schéma d'aménagement (0,7M\$).
- Politique de l'arbre visant la reprise par la Ville de l'entretien des arbres sur son emprise (0,6M\$). Ce projet, dont l'implantation se réalisera sur deux ans, passe par l'abolition de la subvention actuelle (0,4M\$).
- Présentation en septembre 2016 de la Conférence canadienne sur la forêt urbaine, subvention à Éco-Nature et partenariat avec le Conseil régional de l'environnement sur la gestion des milieux naturels lavallois (0,5M\$).
- Développement d'un plan directeur des espaces verts et bleus, d'un plan de conservation des milieux naturels et d'un plan directeur pour le Centre de la nature (0,2M\$).



SÉDUISANTE DE NATURE

- Mise en place d'une équipe multidisciplinaire pour le développement de projets urbains structurants (1,2M\$).
- Recondution des programmes de réfection de trottoirs, bordures et resurfaçage de rue et d'entretien préventif pour les ponts et tunnels (1,4M\$).
- Création d'un Fonds dédié au logement social (0,8M\$).



HUMAINE DE NATURE

- Bonification de l'entente de développement culturel avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ). Ces investissements serviront pour des projets de médiation culturelle et pour des projets novateurs dans le domaine des arts numériques (0,4M\$).
- Prolongation de la période d'ouverture des piscines extérieures (0,1M\$) et ajout de personnels pour la surveillance, l'entretien et l'animation de la patinoire Bleu, Blanc, Bouge, don de la Fondation des Canadiens de Montréal (0,1M\$).
- Ajout de personnel (pompiers, capitaines et inspecteur en prévention) en lien avec le schéma de couverture de risques, formation des pompiers à effectuer les tâches de premiers répondants, et entente d'entraide mutuelle avec le service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (0,5M\$).
- Ajout d'un coordonnateur pour la Place Bell en vue de l'ouverture et afin d'assurer une gestion optimale des deux glaces communautaires (0,2M\$).
- Recondution et création de nouvelles activités et événements de nature culturelle ou sportive tel Laval à vélo, l'Orchestre dans la cité, etc. (1,9M\$).



ENTREPRENANTE DE NATURE

- Continuité des fonds Jeunes promoteurs et Économie sociale suite à l'intégration des activités de Laval Technopole et du CLD (0,4M\$).
- Mise en place d'un guichet unique pour les entreprises afin d'accélérer le traitement des demandes de services municipaux (1,5M\$).
- Mise en place d'une équipe dédiée aux stratégies immobilières afin de protéger les intérêts de la Ville en matière de transactions immobilières (0,6M\$).



ENGAGÉE DE NATURE

- Mise en place d'une patrouille neige afin de faciliter les opérations de déneigement (0,3M\$).
- Renforcement de l'équipe des achats et de la gestion contractuelle afin d'accélérer la qualité et la rapidité du service (0,3M\$).
- Rapatriement à l'interne et renforcement des services municipaux des affaires juridiques (0,2M\$), des ressources humaines (0,4M\$) et de l'ingénierie (0,4M\$).
- Mesure, auprès des utilisateurs, de la qualité des services et programmes municipaux (0,2M\$).

Les virements et les affectations

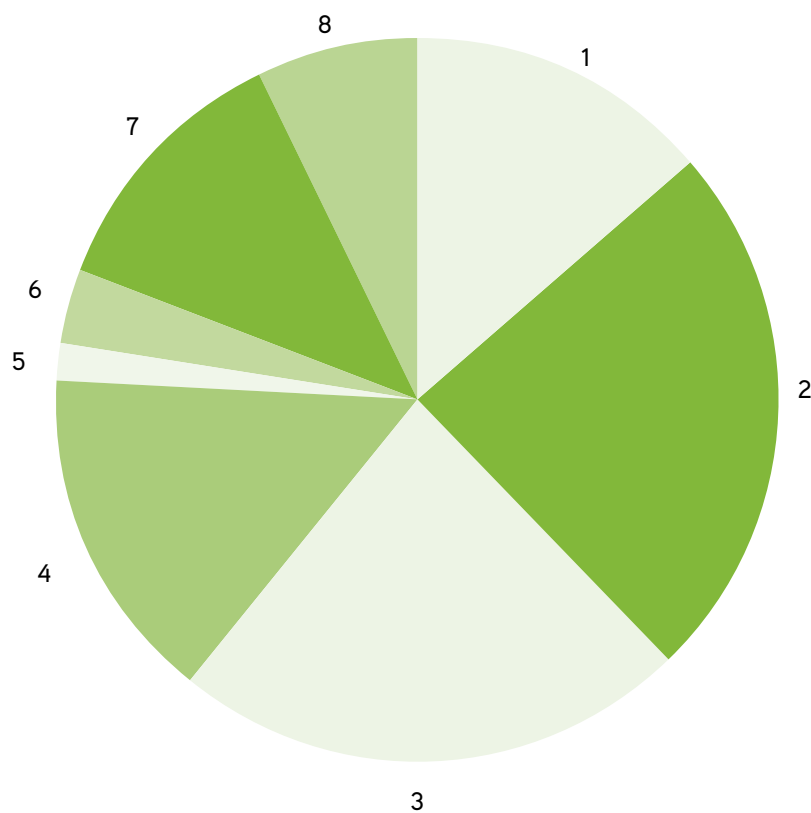
Les virements aux réserves financières pour le renouvellement des infrastructures de l'eau potable et des eaux usées, pour les projets urbains structurants et la réfection des infrastructures, pour le traitement des matières résiduelles et pour les honoraires professionnels sont en hausse de 0,5M\$, totalisant 34,1M\$ en 2016.

Les virements au fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques et relatif aux droits payables par les exploitants de carrières ou sablières sont évalués à 1,7M\$.

Une affectation de 4M\$ servira à financer des projets non récurrents, tels la réfection de trottoirs et bordures, le resurfaçage des rues ainsi que la présentation de la Conférence canadienne sur la forêt urbaine. En comparaison à 2015, les affectations provenant des surplus accumulés nécessaires à l'équilibre budgétaire sont en baisse de 5,1M\$.

Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par fonction

	2016	2015
1 Administration générale	13,8%	13,2%
2 Sécurité publique	24,0%	24,7%
3 Transport	23,1%	22,6%
4 Hygiène du milieu	15,2%	15,1%
5 Santé et bien-être	1,7%	1,6%
6 Aménagement, urbanisme et développement	3,3%	3,2%
7 Loisirs et culture	11,8%	11,2%
8 Frais de financement	7,1%	8,4%



Dépenses de fonctionnement par fonction et activité (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
Conseil	5,8	5,5
Application de la loi	11,4	10,7
Gestion financière et administrative	40,9	38,2
Greffe	6,4	6,3
Évaluation	12,6	12,2
Gestion du personnel	12,5	11,4
Autres	4,7	4,4
	94,3	88,7
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
Police	115,6	119,2
Sécurité incendie	43,9	43,0
Sécurité civile	0,6	0,5
Autres	3,7	3,7
	163,8	166,4
TRANSPORT		
Réseau routier		
Voirie municipale	34,6	34,3
Enlèvement de la neige	41,2	40,3
Éclairage des rues	5,4	5,3
Circulation et stationnement	6,4	6,3
Transport collectif	70,1	66,0
	157,7	152,2
HYGIÈNE DU MILIEU		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15,9	15,1
Réseau de distribution de l'eau potable	12,9	10,7
Traitement des eaux usées	19,5	18,7
Réseau d'égout	13,3	12,7
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés		
Collecte et transport	8,4	12,5
Élimination	11,6	11,2
Matières recyclables		
Collecte et transport	8,5	8,7
Tri et conditionnement	0,3	0,3
Matières organiques		
Collecte et transport	0,6	0,3
Traitement	0,2	0,2
Matériaux secs	1,0	1,0
Protection de l'environnement	3,8	3,7
Autres	7,2	6,7
	103,2	101,8

Dépenses de fonctionnement par fonction et activité - Suite (Millions de \$)

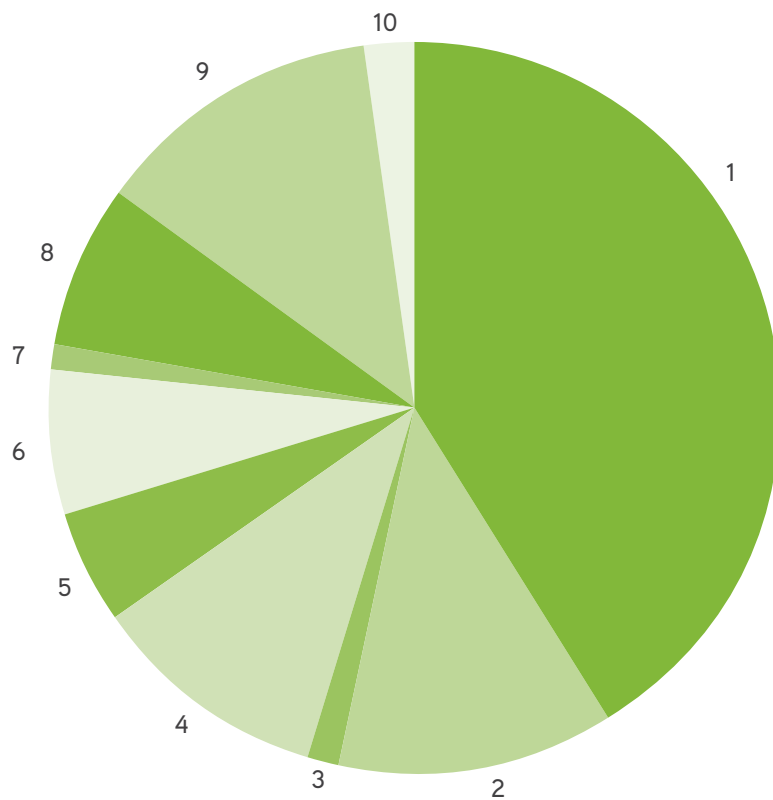
	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE		
Logement social	5,0	4,9
Autres	6,8	6,2
	11,8	11,1
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT		
Aménagement, urbanisme et zonage	13,2	12,1
Rénovation urbaine		
Biens patrimoniaux	0,4	0,5
Autres biens	0,2	0,1
Promotion et développement économique		
Industries et commerces	7,3	7,7
Tourisme	0,4	0,4
Enseignement et sciences	1,0	1,0
	22,5	21,8
LOISIRS ET CULTURE		
Activités récréatives		
Centres communautaires	4,2	4,2
Patinoires intérieures et extérieures	9,2	8,7
Piscines, plages et ports de plaisance	5,8	5,4
Parcs et terrains de jeux	23,5	23,5
Autres	3,7	3,3
Activités culturelles		
Centres communautaires	2,3	1,8
Bibliothèques	20,3	20,1
Autres	11,1	8,6
	80,1	75,6
FRAIS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme		
Intérêts	25,7	28,7
Autres frais	1,4	1,7
Autres frais de financement		
Avantages sociaux futurs	19,9	24,7
Autres	1,1	1,3
	48,1	56,4
TOTAL - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	681,5	674,0

Éléments de conciliation à des fins fiscales (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
FINANCEMENT		
Remboursement de capital (net des affectations)		
Remboursement de capital	78,0	78,6
	78,0	78,6
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(1,0)	(1,3)
	77,0	77,3
AFFECTATIONS		
Activités d'investissement	3,0	3,0
Surplus accumulé	(4,1)	(9,1)
Fonds réservés		
Virement		
Fonds de roulement	4,0	4,0
Autres	3,1	2,8
Total - Fonds réservés	7,1	6,8
Réserves financières		
Virement		
Réfection des infrastructures	6,5	6,8
Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées	20,3	19,7
Autres	10,2	10,2
Total - Réserves financières	37,0	36,7
Montants à pourvoir dans le futur	12,1	(3,0)
Service de dette	(3,1)	(1,2)
	52,0	33,2
TOTAL DU BUDGET	810,5	784,5

Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par objet

	2016	2015
1 Rémunération	41,3%	39,0%
2 Cotisations de l'employeur	12,3%	14,2%
3 Transport et communication	1,2%	1,0%
4 Services professionnels, techniques et autres	10,7%	10,7%
5 Location, entretien et réparation	5,0%	4,7%
6 Biens non durables	6,4%	6,4%
7 Biens durables	1,1%	0,8%
8 Frais de financement	7,1%	8,4%
9 Contributions à des organismes	12,8%	13,2%
10 Autres objets	2,1%	1,6%



Dépenses de fonctionnement par objet (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
RÉMUNÉRATION	281,6	263,0
BÉNÉFICES SOCIAUX	83,5	95,8
TRANSPORT ET COMMUNICATION	7,8	6,9
SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES		
Honoraires professionnels	16,8	13,1
Services techniques	48,5	52,5
Autres	7,8	6,2
	73,1	71,8
LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION		
Location	12,4	11,1
Entretien et réparation	21,8	20,6
	34,2	31,7
BIENS NON DURABLES		
Fourniture de services publics	14,9	14,4
Autres biens non durables	29,0	28,7
	43,9	43,1
BIENS DURABLES		
Travaux de construction	0,6	0,6
Achats de biens	6,8	4,9
	7,4	5,5
FRAIS DE FINANCEMENT		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge :		
de la Ville et des organismes périmunicipaux	24,7	27,7
des gouvernements du Québec et du Canada	2,4	2,7
Autres frais de financement	21,0	26,0
	48,1	56,4

Dépenses de fonctionnement par objet - Suite (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES		
Organismes municipaux	74,0	69,1
Organismes gouvernementaux	5,3	5,3
Autres organismes	8,2	14,6
	87,5	89,0
AUTRES OBJETS		
Créances douteuses ou irrécouvrables	0,5	0,5
Autres	13,9	10,3
	14,4	10,8
TOTAL DES DÉPENSES	681,5	674,0

Dépenses de fonctionnement par unité administrative (Millions de \$)

	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
DIRECTION		
Conseil municipal et comité exécutif	5,1	4,9
Direction générale	5,4	3,9
	10,5	8,8
SERVICES		
Achats et gestion contractuelle	7,7	7,5
Affaires juridiques	11,8	11,4
Communications et marketing	9,8	9,3
Culture, loisirs, sport et développement social	49,3	45,3
Développement économique	8,1	8,5
Environnement	70,4	70,6
Évaluation	11,6	11,3
Finances	33,9	28,8
Greffe	4,1	4,1
Ingénierie	14,0	12,2
Police	110,0	114,3
Ressources humaines	11,8	11,3
Sécurité incendie	40,3	39,8
Systèmes et technologies	20,7	19,8
Travaux publics	123,4	125,0
Urbanisme	11,4	10,5
	538,3	529,7
BUREAUX		
Grands projets	2,4	1,3
Juges	1,1	0,9
Ombudsman	0,3	0,3
Régime des rentes	0,7	0,7
Vérificateur général	1,3	1,3
	5,8	4,5
PARTICIPATION - ORGANISMES MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENTAUX		
Communauté métropolitaine de Montréal	8,6	7,9
Transport en commun	70,1	65,9
	78,7	73,8
FRAIS DE FINANCEMENT		
	48,1	56,4
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT - FINANCÉES À LONG TERME		
	0,1	0,8
TOTAL DES DÉPENSES	681,5	674,0

**PROGRAMME TRIENNAL
D'IMMOBILISATIONS
2016-2018**

6

Faits saillants

Le Programme triennal d'immobilisations regroupe un ensemble de programmes et de projets d'investissements que la Ville de Laval compte réaliser ou entreprendre au cours des trois prochaines années.

Le Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 prévoit des investissements totaux de 848,6M\$, soit 256,3M\$ en 2016, 271,6M\$ en 2017 et 320,7M\$ en 2018. Ces investissements sont répartis entre la protection et la réhabilitation des actifs existants (42 %) et le développement des infrastructures (58 %).

La Ville de Laval veut concilier les qualités du milieu urbain et celles des milieux naturels du territoire dans une perspective durable. L'aménagement de nouveaux parcs et de berges, incluant un pavillon d'accueil, le réaménagement de certains parcs canins, la réfection et la mise aux normes des parcs existants, l'ajout ou la mise aux normes d'équipements dans certains parcs, dont celui du Centre de la nature, la construction de chalets de parc, l'aménagement de boisés, la plantation d'arbres afin de contrer les effets des îlots de chaleur et la revitalisation des entrées de la ville feront partie de ses priorités, avec des investissements totalisant 51,2M\$.



La Ville assumera également le développement d'un centre-ville animé et attirant, et de quartiers où il fait bon vivre (37,4M\$). Elle entend miser sur des aménagements urbains et des services qui favorisent le lien entre les citoyens et la nature, et qui préservent la biodiversité des milieux naturels. Ainsi, elle investira dans une usine de biométhanisation et de compostage et dans l'aménagement d'écocentres. À terme, il s'agit d'investissements de plus de 100M\$. Elle investira également 177,3M\$ dans la réfection du réseau d'égouts et d'aqueduc, la réfection des stations d'eau potable, d'épuration et de pompage et s'attaquera au problème des surverses (16,8M\$).

Afin d'assurer une mobilité efficace, active et durable, la Ville développera son réseau cyclable et piétonnier, aménagera des trottoirs et plantera de nouveaux feux de circulation ou autres signalisations à des endroits stratégiques, pour un investissement total de 26M\$. Parmi les mesures d'atténuation du bruit, la construction d'un écran antibruit sera réalisée le long de l'autoroute 440 en 2016, au coût de 9,7M\$. De plus, la Ville investira 45,9M\$ pour la réfection du réseau routier, des viaducs, des ponts et des ponceaux. Elle investira également 13,2M\$ dans l'enfouissement d'utilités publiques et offrira un cadre de vie encourageant la construction de divers types d'habitations, dont des logements sociaux dans le secteur Val-Martin (6,3M\$). Tous ces éléments permettront le réaménagement de certains quartiers en des milieux de vie sains, attrayants et à l'échelle humaine.





La Ville de Laval veut agir en leader du développement social et culturel. Afin de soutenir l'engagement des citoyens dans la vie culturelle, sociale, sportive et dans les loisirs, Laval investira 23M\$ dans la réfection des aréas Mike-Bossy, Hartland-Monahan, Samson et Saint-François. Elle investira également 2,2M\$ dans la réfection des bibliothèques Émile-Nelligan, Multiculturelle, Laure-Conan et Philippe-Panneton et entreprendra la construction d'une bibliothèque centrale et d'une nouvelle bibliothèque à Saint-François avec des investissements totalisant à terme 34,5M\$. Afin d'améliorer la qualité des services offerts par les Bibliothèques de Laval, la Ville entend finaliser le projet de modernisation du système de prêt et de retour des documents (1,1M\$). La construction d'un centre animalier (15,3M\$), de deux centres communautaires (11,3M\$), un à Sainte-Dorothée et un au parc de Lausanne, ainsi que la rénovation de certains centres communautaires existants (2,9M\$) font également partie des projets pour les trois prochaines années. En 2018, la Ville amorcera de plus la construction d'un centre de création artistique en y investissant 12M\$. Elle investira 6,7M\$ dans des infrastructures aquatiques par la rénovation des piscines Wilfrid-Pelletier, Berthiaume-Du Tremblay, Prévost, et Honoré-Mercier et par l'aménagement de jeux d'eau aux parcs Saint-Édouard, des Trembles, Renaissance et des Saules. Elle investira également dans la construction d'un complexe aquatique, un investissement de plus de 57M\$ à terme. Afin de faciliter l'accès de tous ses citoyens aux bâtiments municipaux, elle entend également investir 1,2M\$ dans le programme de développement d'accessibilité universelle.

Pour préserver la sécurité des citoyens sur l'ensemble du territoire, la Ville de Laval investira 6,8M\$ dans la construction d'une caserne de pompiers à Saint-François. Elle commencera la construction d'un nouveau poste de gendarmerie dans l'ouest de la ville et l'aménagement d'un centre de proximité au centre-ville pour le Service de police, le tout représentant, à terme, des investissements de 33M\$.



La Ville de Laval veut développer une économie prospère, durable, compétitive et d'avant-garde, tel qu'en font foi les investissements de plus de 40M\$ annuellement pour des infrastructures dans de nouveaux secteurs. Ces travaux concernent, entre autres, la construction ou le prolongement de nouvelles rues dans différents secteurs de la ville. Ces investissements permettront de stimuler la croissance de l'entrepreneuriat local et de développer les secteurs économiques porteurs et émergents.



Afin de se doter d'une organisation agile, éthique, transparente et axée sur les citoyens, permettant la réalisation de ce programme et permettant d'offrir aux citoyens une prestation de services exemplaire, la Ville de Laval investira 125,1M\$ sur trois ans dans ses équipements de soutien. Entre autres, elle investira plus de 30,7M\$ pour améliorer son service de disposition de la neige, soit 29,4M\$ pour les dépôts à neige et 1,3M\$ pour l'automatisation du transport et de la machinerie. Elle investira également 22,2M\$ dans la réfection de bâtiments municipaux, dont la réfection de l'hôtel de ville (2,1M\$).

Le financement

Pour parvenir à réaliser cette ambitieuse programmation, la Ville de Laval financera à l'aide de paiements comptant l'acquisition d'immobilisations pour un montant de 263,8M\$. Cette utilisation des réserves financières et fonds réservés permettra à la Ville de Laval de réduire la pression exercée par le service de la dette sur les budgets à venir.

Les investissements dans les nouveaux secteurs seront supportés par les contributions des promoteurs (35,5M\$) et les taxes de secteur (137,9M\$).

L'entretien et la réfection des infrastructures vieillissantes nécessitent de grandes interventions. Les gouvernements provincial et fédéral offrent aux municipalités divers programmes de subventions et de remises. En tout, 21% des investissements, soit 179,3M\$, seront financés par ce type de transfert.

Le solde d'investissements supportés par la dette à l'ensemble des contribuables sera donc de 232,1M\$.

PRINCIPAUX PROJETS

Parmi les investissements prévus, voici les principaux projets d'investissements qui seront réalisés ou entrepris d'ici 2018 :

- Usines de biométhanisation et de compostage
- Complexe aquatique
- Centre-ville
- Centre des services animaliers
- Bibliothèque centrale
- Construction de la caserne de pompiers 5
- Centre d'interprétation des biosciences Armand-Frappier
- Revitalisation du secteur Val-Martin
- Revitalisation du secteur du métro de la Concorde
- Berge des Baigneurs
- Pavillon d'accueil du parc de la Rivière-des-Mille-Îles (centre Éco-Nature)
- Centre communautaire Sainte-Dorothée
- Centre communautaire au parc de Lausanne
- Écran antibruit A-440
- Modernisation de 4 arénas
- Renouvellement de la ferme et mise à niveau du Centre de la nature

PRINCIPAUX PROGRAMMES

Parmi les investissements prévus, voici les principaux programmes d'investissements qui seront réalisés :

- Contrôle des surverses
- Mobilité active et mobilité durable
- Réhabilitation d'égouts et d'aqueduc sur différentes rues
- Maintien des espaces publics
- Rénovation et mise aux normes des usines d'eau potable
- Mise aux normes des usines d'eaux usées
- Achat de matériel de transport et d'équipements pour le Service de police
- Achat de matériel de transport et d'équipements pour le Service de sécurité incendie
- Réfection des structures (ponts, viaducs, ponceaux)
- Réfection de chaussées

Programme triennal d'immobilisations - Sommaire (Millions de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL
VIVANTE DE NATURE				
Nouveaux parcs	4,7	0,9	1,0	6,6
Ajouts d'équipements de parcs	0,4	0,6	1,8	2,8
Chalets de parcs	0,8	-	0,8	1,6
Réfection et mises aux normes de parcs	5,6	5,5	4,4	15,5
Parcs canins	0,4	-	-	0,4
Aménagement de boisés	1,8	0,1	2,2	4,1
Berges	2,1	9,2	3,0	14,3
Mise à niveau du Centre de la nature	0,2	0,1	2,4	2,7
Réfection des stations d'eau potable	2,9	4,7	5,3	12,9
Réfection des usines d'épuration et postes de pompage	5,6	9,4	1,8	16,8
Réseau d'égouts et d'aqueduc	45,7	52,5	49,4	147,6
Surverses	11,5	4,1	1,2	16,8
Usines de biométhanisation et de compostage	1,2	10,7	49,8	61,7
Écocentres	-	0,2	0,3	0,5
Centre-ville	2,0	10,0	10,0	22,0
Revitalisation du secteur du métro de la Concorde	3,6	6,0	5,5	15,1
Revitalisation du secteur du métro Cartier	-	-	0,3	0,3
Réduction des îlots de chaleur	0,9	1,8	0,5	3,2
	89,4	115,8	139,7	344,9
SÉDUISANTE DE NATURE				
Projet Val-Martin	-	2,6	3,7	6,3
Réfection du réseau routier	5,8	14,4	6,2	26,4
Mobilité active - Pistes cyclables	8,9	2,7	5,1	16,7
Mesures d'apaisement - Circulation	0,7	1,3	5,1	7,1
Ponts - Viaducs	7,2	9,5	2,8	19,5
Enfouissement - Déplacement d'utilités publiques	7,4	1,4	4,4	13,2
Écran antibruit	9,7	-	-	9,7
Autres infrastructures de rue	1,2	0,5	0,4	2,1
	40,9	32,4	27,7	101,0
HUMAINE DE NATURE				
Arénas	12,0	11,0	-	23,0
Centre animalier	1,3	4,0	10,0	15,3
Centres communautaires	3,3	6,5	4,9	14,7
Bibliothèques	2,4	5,5	10,7	18,6
Musées et bâtiments patrimoniaux	0,6	2,9	3,3	6,8
Programme d'accessibilité aux bâtiments municipaux	-	0,8	0,4	1,2
Piscines	3,7	5,3	22,3	31,3
Jeux d'eau	1,5	-	1,5	3,0
Postes de police et casernes de pompiers	1,0	4,3	6,0	11,3
Véhicules - Service de police et sécurité incendie	4,9	9,3	4,2	18,4
Équipements - Service de police et sécurité incendie	4,0	0,8	0,7	5,5
	34,7	50,4	64,0	149,1

Programme triennal d'immobilisations - Sommaire - Suite (Millions de \$)

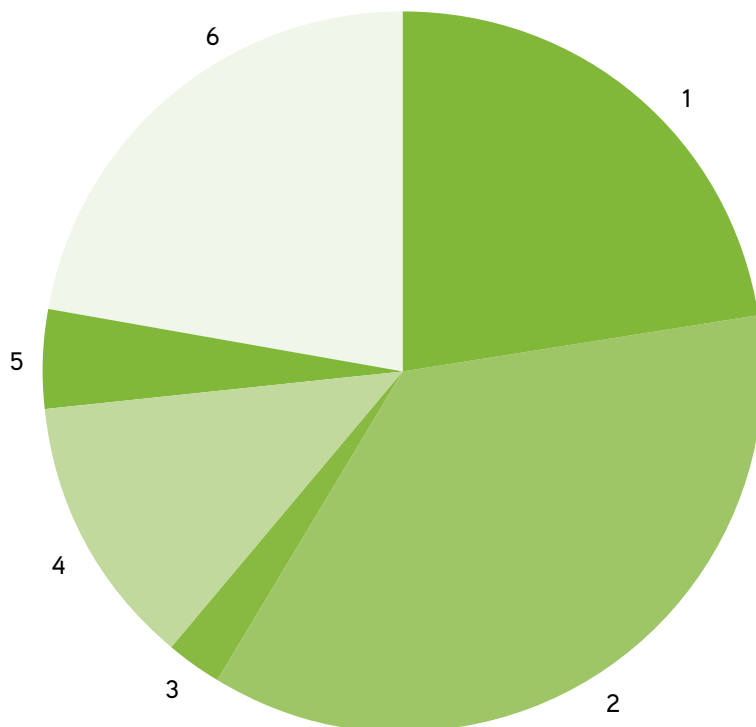
	2016	2017	2018	TOTAL
ENTREPRENANTE DE NATURE				
Développement immobilier - Infrastructures	42,8	42,5	43,2	128,5
	42,8	42,5	43,2	128,5
ENGAGÉE DE NATURE				
Dépôts à neige - Équipements disposition de la neige	8,4	5,0	17,3	30,7
Réfection de bâtiments	4,7	3,9	5,9	14,5
Membranes de toitures	2,1	2,0	1,5	5,6
Réfection de l'hôtel de Ville	1,1	0,1	0,9	2,1
Véhicules	3,8	4,3	4,6	12,7
Équipements divers	9,7	6,9	7,3	23,9
Honoraires professionnels - Informatique	2,5	1,2	-	3,7
Honoraires professionnels - Ingénierie/Travaux publics	6,8	5,7	4,6	17,1
Autres	9,4	1,4	4,0	14,8
	48,5	30,5	46,1	125,1
TOTAL	256,3	271,6	320,7	848,6

Investissements par catégories d'actifs (Millions de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL	%
NOUVEAUX					
Égout et aqueduc	6,4	20,4	13,3	40,1	4,7
Traitement de l'eau - Usines et postes	3,0	-	-	3,0	0,4
Réseau routier, cyclable et piétonnier	32,7	7,3	14,0	54,0	6,4
Développement immobilier - Infrastructures	49,8	60,6	58,8	169,2	19,9
Parcs et espaces communautaires	18,0	5,6	17,3	40,9	4,8
Bâtiments	9,9	33,3	55,2	98,4	11,6
Hygiène du milieu	9,5	15,9	58,5	83,9	9,9
	129,3	143,1	217,1	489,5	57,7
RÉFECTION					
Égout et aqueduc	24,6	34,2	36,1	94,9	11,2
Traitement de l'eau - Usines et postes	8,5	14,1	15,7	38,3	4,5
Réseau routier, cyclable et piétonnier	28,7	24,4	10,5	63,6	7,5
Parcs et espaces communautaires	6,2	5,6	6,9	18,7	2,2
Bâtiments	23,9	20,0	11,6	55,5	6,5
Autres	1,2	0,2	0,2	1,6	0,2
	93,1	98,5	81,0	272,6	32,1
AUTRES (complémentaires aux nouveaux investissements et réfections)					
Véhicules et équipements connexes	8,7	13,6	8,8	31,1	3,7
Informatique, mobilier et équipements	18,4	10,7	9,2	38,3	4,5
Honoraires professionnels	6,8	5,7	4,6	17,1	2,0
	33,9	30,0	22,6	86,5	10,2
TOTAL	256,3	271,6	320,7	848,6	100

Répartition des activités d'investissement

	2016 (M\$)	2016 (%)
1 Développement immobilier	49,8	19,4
2 Équipement communautaire, opérationnel et administratif	95,8	37,4
3 Honoraires professionnels	6,8	2,6
4 Réseaux d'égout et d'aqueduc	31,0	12,1
5 Traitement de l'eau - Usines et postes	11,5	4,5
6 Réseaux routier, cyclable et piétonnier	61,4	24,0
TOTAL	256,3	100,0



Profil des investissements

En tout, 57,7% des investissements planifiés pour 2016-2018 seront affectés au développement des infrastructures, notamment à l'acquisition de nouveaux équipements et à la construction de nouvelles infrastructures. La portion restante, soit 42,3% des investissements, seront destinés à la protection et à la réfection des éléments de l'actif existant, ainsi qu'au soutien opérationnel.

Les investissements municipaux sont affectés à plusieurs grandes catégories, dont 49,7% seront consacrés aux infrastructures routières et aux infrastructures souterraines (421,8M\$), incluant 19,9% pour le développement de nouveaux secteurs (169,2M\$).

Les bâtiments représentent une portion de 18,1% des investissements totaux, soit la réfection des bâtiments existants (55,5M\$) et la construction de nouveaux bâtiments (98,4M\$).

Quant à eux, les parcs et espaces communautaires totalisant 59,6M\$ et représentent 7% des investissements.

Des investissements seront également consacrés à l'hygiène du milieu pour une portion de 9,9%. Cette catégorie comprend l'usine de biométhanisation et de compostage des matières organiques, les bacs roulants, les dépôts à neige et les écocentres.

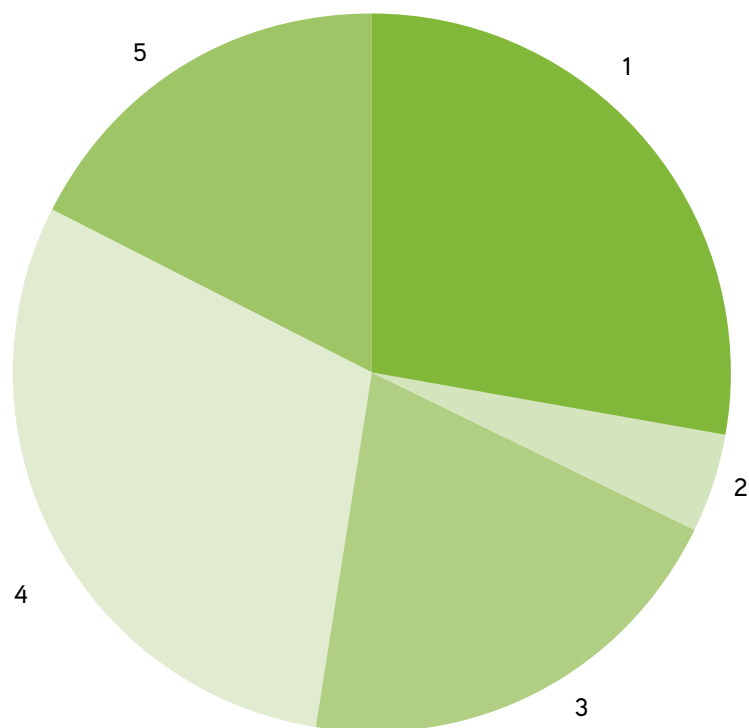
De plus, 4,9% des investissements seront affectés au traitement de l'eau (usines et postes).

Activités d'investissements et modes de financement (Millions de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS				
Administration générale	14,3	14,8	22,5	51,6
Sécurité publique	11,9	16,0	12,2	40,1
Transport	81,6	71,9	75,7	229,2
Hygiène du milieu	95,0	116,6	142,6	354,2
Aménagement, urbanisme et développement	0,5	0,4	0,3	1,2
Loisirs et culture	53,0	51,9	67,4	172,3
	256,3	271,6	320,7	848,6
SOURCES DE FINANCEMENT EXTERNES				
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	44,9	53,2	39,8	137,9
Contributions des promoteurs	11,3	9,6	14,6	35,5
Transferts gouvernementaux	51,7	61,0	66,6	179,3
	107,9	123,8	121,0	352,7
MONTANT À LA CHARGE DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	148,4	147,8	199,7	495,9
PAIEMENTS COMPTANT				
Fonds de parcs	4,3	0,5	5,0	9,8
Projet des espaces verts	9,8	0,1	1,1	11,0
Autres fonds réservés	5,0	8,7	29,8	43,5
Réserve Infrastructures désuètes et projets structurants	32,6	31,4	25,0	89,0
Réserve Service de l'eau	10,4	14,3	18,9	43,6
Autres réserves financières	1,2	4,6	14,7	20,5
Affectations et fonds de roulement	13,7	11,4	21,3	46,4
	77,0	71,0	115,8	263,8
EMPRUNTS À L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	71,4	76,8	83,9	232,1

Répartition du financement des activités d'investissement

	2016 (M\$)	2016 (%)
1 Financement à la charge de l'ensemble des contribuables	71,4	27,9
2 Contributions des promoteurs	11,3	4,4
3 Transferts et financement à la charge du gouvernement du Québec	51,7	20,2
4 Paiements comptant	77,0	30,0
5 Financements à la charge d'une partie des contribuables	44,9	17,5
TOTAL	256,3	100,0



Transferts gouvernementaux (Millions de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL
TRANSFERTS				
Transport				
Réseau routier - Voirie municipale	8,0	10,2	14,5	32,7
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	1,0	0,3	0,7	2,0
Réseau de distribution de l'eau potable	9,0	13,6	16,1	38,7
Traitement des eaux usées	4,2	4,6	-	8,8
Réseau d'égout	10,3	7,6	2,6	20,5
Matières recyclables - Tri et conditionnement	-	6,9	27,6	34,5
Protection de l'environnement	4,4	-	-	4,4
Loisirs et culture				
Activités récréatives	14,6	15,9	-	30,5
Activités culturelles - Bibliothèques	0,2	1,9	5,1	7,2
TOTAL DES TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX	51,7	61,0	66,6	179,3

Gestion de la dette

Pour financer les dépenses brutes en immobilisations, atteignant 848,6 M\$ pour les trois prochaines années, soit 256,3 M\$ en 2016, 271,6 M\$ en 2017 et 320,7 M\$ en 2018, différentes sources de financement sont prévues.

Les réserves financières, les fonds réservés et les affectations permettent de financer au comptant 263,8 M\$ des investissements (77 M\$ en 2016, 71 M\$ en 2017 et 115,8 M\$ en 2018).

Parmi ces diverses sources de financement, la Ville devra avoir recours à des emprunts pour les investissements subventionnés à long terme. Le coût de ces emprunts est à la charge de tiers. Ces subventions seront de l'ordre de 38,1 M\$, soit 14,5 M\$ en 2016, 14 M\$ en 2017 et 9,6 M\$ en 2018. De plus, elle recevra des subventions au comptant de 141,2 M\$ (37,2 M\$ en 2016, 47 M\$ en 2017 et 57 M\$ en 2018).

Les investissements dans les nouveaux secteurs seront supportés par les contributions des promoteurs (11,3 M\$ en 2016, 9,6 M\$ en 2017 et 14,6 M\$ en 2018) et les taxes de secteur (44,9 M\$ en 2016, 53,2 M\$ en 2017 et 39,8 M\$ en 2018). Pour cette dernière source de financement, la Ville devra également avoir recours à des emprunts. Le coût de ces emprunts est à la charge d'une partie des contribuables.

Le solde des investissements à la charge des contribuables à financer par emprunts s'élève à 71,4 M\$ en 2016, 76,8 M\$ en 2017 et 83,9 M\$ en 2018. Ainsi, le solde de la dette supporté par l'ensemble des contribuables sera de l'ordre de 500,7 M\$ à la fin de 2018.

COÛT DE LA DETTE 2016 À 2018 (Millions de \$)

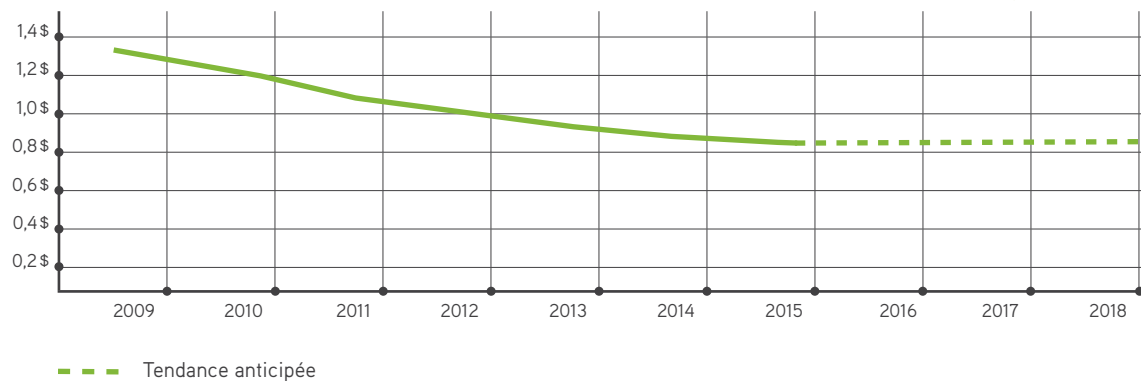
	2016	2017	2018
COÛT BRUT DE LA DETTE			
Intérêts et autres frais	25,7	25,8	27,4
Remboursement de capital	77,9	76,7	75,6
	103,6	102,5	103,0
Affectation au remboursement de la dette	(3,5)	(1,2)	(0,3)
Total - Coût brut de la dette	100,1	101,3	102,7
MOINS :			
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	19,8	19,6	20,0
Remboursements par transferts			
Capital	7,2	7,6	8,1
Intérêts	2,6	2,4	2,2
Prime (escompte) à l'émission	(1,3)	(1,3)	(1,3)
	28,3	28,3	29,0
TOTAL DU COÛT NET DE LA DETTE À LA CHARGE DES CONTRIBUABLES	71,8	73,0	73,7

ENDETTEMENT NET À LONG TERME À L'ENSEMBLE DES CITOYENS (Millions de \$)

	2014 (Réel)	2015 (Projeté)	2016 (Projeté)	2017 (Projeté)	2018 (Projeté)
OBLIGATIONS, BILLETS ET AUTRES DETTES	699,1	685,9	678,2	691,1	715,8
Montants accumulés dans divers fonds	(0,2)	-	-	-	-
Surplus réservé - Remboursement dette	(5,5)	(4,3)	(1,1)	(0,2)	-
Montants non utilisés d'emprunts à long terme	(4,6)	(1,5)	-	-	-
Montants à recouvrer du gouv. du Québec	(86,1)	(91,4)	(98,7)	(105,1)	(106,6)
	(96,4)	(97,2)	(99,8)	(105,3)	(106,6)
Dépenses nettes à financer à long terme	67,4	79,9	139,1	195,6	230,5
	(29,0)	(17,3)	39,3	90,3	123,9
MOINS :					
Montants recouvrables par les taxes de secteur	201,0	199,5	232,9	274,6	303,0
Récupération potentielle du déficit actuariel en vertu de la loi ⁽¹⁾	36,0	36,0	36,0	36,0	36,0
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	433,1	433,1	448,6	470,8	500,7
DETTE PAR HABITANT (EN \$)	1 023	1 009	1 031	1 068	1 122

⁽¹⁾ Ces montants seront récupérés à même les surplus futurs du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval

ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE PAR LA RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE (/100\$ RFU)



Programmes et projets par service

DIRECTION GÉNÉRALE (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMME						
Réaménagements des bâtiments municipaux - Autres	1 515,0	90,0	700,0	2 305,0	-	2 305,0
	1 515,0	90,0	700,0	2 305,0	-	2 305,0
PROJET						
Mise en place des recommandations de gestion de carburants	250,0	-	-	250,0	-	250,0
	250,0	-	-	250,0	-	250,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	1 765,0	90,0	700,0	2 555,0	-	2 555,0

SERVICE DE L'ÉVALUATION (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Acquisition de terrains à des fins de logements sociaux	-	-	1 000,0	1 000,0	-	1 000,0
Acquisition de terrains à des fins d'espaces verts	4 200,0	-	1 200,0	5 400,0	-	5 400,0
Acquisition de terrains et servitudes à des fins d'infrastructures	25 041,5	13 019,0	16 581,0	54 641,5	-	54 641,5
	29 241,5	13 019,0	18 781,0	61 041,5	-	61 041,5
PROJETS						
Servitudes pour l'optimisation des conditions d'écoulement et la renaturalisation du littoral du cours d'eau Papineau-Lavoie	765,0	-	-	765,0	-	765,0
Indemnités supplémentaires pour les expropriations	9 410,0	1 350,0	4 000,0	14 760,0	-	14 760,0
	10 175,0	1 350,0	4 000,0	15 525,0	-	15 525,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	39 416,5	14 369,0	22 781,0	76 566,5	-	76 566,5

SERVICE DES SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Acquisition d'équipements, progiciels et logiciels informatiques pour l'infrastructure technologique	569,6	1 363,0	983,6	2 916,2	-	2 916,2
Acquisition d'équipements, progiciels et logiciels informatiques pour le réseau de télécommunications	460,0	500,0	500,0	1 460,0	-	1 460,0
Acquisition d'équipements, progiciels et logiciels de télécommunication pour le réseau de sécurité	700,0	800,0	800,0	2 300,0	-	2 300,0
Acquisition d'équipements, progiciels et logiciels informatiques pour l'informatique personnelle	1 020,0	720,0	953,3	2 693,3	-	2 693,3
	2 749,6	3 383,0	3 236,9	9 369,5	-	9 369,5
PROJETS						
Acquisition d'appareils radio d'utilisateurs fonctionnant sur la technologie P-25	2 718,8	1 000,0	1 000,0	4 718,8	-	4 718,8
Acquisition et implantation d'un progiciel de gestion intégrée des documents	598,5	-	-	598,5	-	598,5
Optimisation et implantation de nouveaux systèmes pour la gestion des activités d'approvisionnement et la gestion de projet	1 000,0	1 227,5	-	2 227,5	-	2 227,5
Acquisition d'équipements, de progiciels et de logiciels informatiques pour le remplacement du PTI, de SGRE et du processus budgétaire	-	500,0	1 000,0	1 500,0	500,0	2 000,0
Refonte des applications de la police	250,0	-	-	250,0	-	250,0
Cour numérique	200,0	200,0	-	400,0	-	400,0
Refonte de l'intranet incluant l'infrastructure pour l'intranet police	300,0	250,0	-	550,0	-	550,0
Mesures d'urgence	130,0	-	-	130,0	-	130,0
Services en ligne (permis, subvention, collaboration organismes)	200,0	200,0	200,0	600,0	300,0	900,0
Infrastructure numérique	400,0	1 000,0	1 500,0	2 900,0	1 600,0	4 500,0
Mandats d'expertises professionnelles en infrastructure technologique ainsi que l'acquisition de logiciels informatiques pour la refonte du 911	527,9	-	-	527,9	-	527,9
Chefs de projet pour le PPHT, l'intranet, la GiD, Tasco ainsi que main-d'oeuvre temporaire pour le PPHT	1 000,0	-	-	1 000,0	-	1 000,0
	7 325,2	4 377,5	3 700,0	15 402,7	2 400,0	17 802,7
INVESTISSEMENTS TOTAUX	10 074,8	7 760,5	6 936,9	24 772,2	2 400,0	27 172,2

SERVICE DE POLICE (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Achat de matériel de transport et d'équipements pour le Service de police	3 300,0	3 978,0	2 766,0	10 044,0	-	10 044,0
Achat d'équipements pour le Service de police	1 000,0	272,0	234,0	1 506,0	-	1 506,0
	4 300,0	4 250,0	3 000,0	11 550,0	-	11 550,0
PROJETS						
Aménagement du nouveau Centre de proximité du centre-ville (nouveau poste Ouest)	-	-	1 100,0	1 100,0	1 900,0	3 000,0
Bureau de la sécurité des bâtiments	200,0	250,0	400,0	850,0	-	850,0
	200,0	250,0	1 500,0	1 950,0	1 900,0	3 850,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	4 500,0	4 500,0	4 500,0	13 500,0	1 900,0	15 400,0

SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Achat de matériel de transport et d'équipements pour le Service de sécurité incendie	1 567,0	5 350,0	1 415,0	8 332,0	-	8 332,0
Acquisition de matériel, équipement et mobilier pour le Service de sécurité incendie	3 000,0	550,0	500,0	4 050,0	-	4 050,0
	4 567,0	5 900,0	1 915,0	12 382,0	-	12 382,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	4 567,0	5 900,0	1 915,0	12 382,0	-	12 382,0

SERVICE DE L'INGÉNIERIE (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Réhabilitation d'égouts et d'aqueduc sur différentes rues	23 860,4	31 707,1	33 851,4	89 418,9	-	89 418,9
Rénovation et mise aux normes des usines d'eau potable	757,3	300,0	700,0	1 757,3	-	1 757,3
Rénovation et mise aux normes des usines d'eaux usées	3 400,0	4 615,5	-	8 015,5	-	8 015,5
Rénovation et mise aux normes des stations de pompage	480,9	901,5	109,1	1 491,5	-	1 491,5
Contrôle des surverses	11 294,8	4 037,5	1 202,3	16 534,6	-	16 534,6
Réfection des structures (ponts, viaducs, ponceaux)	2 457,0	9 142,1	3 802,0	15 401,1	-	15 401,1
Réfection de chaussées (conservation)	5 577,8	10 383,8	-	15 961,6	-	15 961,6
Différents travaux pour la mobilité active et mobilité durable	28 521,9	2 746,7	5 319,0	36 587,6	-	36 587,6
Feux de circulation et équipements de gestion du trafic	-	226,3	2 179,4	2 405,7	-	2 405,7
Mesures d'apaisement de la circulation	669,7	1 149,5	1 614,5	3 433,7	-	3 433,7
Honoraires professionnels préliminaires - Ingénierie	4 481,5	3 850,0	3 850,0	12 181,5	-	12 181,5
	81 501,3	69 060,0	52 627,7	203 189,0	-	203 189,0
PROJETS						
Urbanisation boul. Saint-Martin entre Fauteux et 100 ^e Ave.	1 772,3	3 291,5	-	5 063,8	-	5 063,8
Services municipaux sur la rue Maurice-Gauvin	-	661,3	440,9	1 102,2	-	1 102,2
Construction d'écrans végétalisés ou autres le long de l'A-440, entre la rue de Lublin et l'A-19	9 739,7	-	-	9 739,7	-	9 739,7
Travaux de construction de la nouvelle station de pompage Sainte-Dorothée	300,0	-	-	300,0	-	300,0
Travaux de sectorisation du réseau d'eau potable - Phase 1 secteur Sainte-Dorothée	694,0	-	-	694,0	-	694,0
Services municipaux sur une partie de la rue Léo-Lacombe entre boul. Cartier et avenue Ampère	-	1 916,7	1 916,7	3 833,4	1 916,4	5 749,8
Travaux municipaux sur rue Évariste-Leblanc, boul. Notre-Dame ainsi qu'une partie des 75 ^e et 79 ^e avenues	-	2 500,0	2 500,0	5 000,0	1 898,4	6 898,4
Stabilisation des berges du boulevard des Mille-Îles entre les rues Paré et Buisson	-	-	5 000,0	5 000,0	6 782,8	11 782,8
Achat et implantation d'un système central pour la gestion dynamique des feux de circulation sur le territoire incluant la communication	-	850,0	1 275,0	2 125,0	-	2 125,0
Modification du mail central de la promenade Paton, installation éclairage décoratif et réduction des îlots de chaleur par des interventions paysagères	596,7	-	-	596,7	-	596,7
	13 102,7	9 219,5	11 132,6	33 454,8	10 597,6	44 052,4
Infrastructures publiques	25 912,0	46 307,2	45 067,7	117 286,9	14 071,2	131 358,1
Maîtrise d'œuvre privée	10 000,0	10 000,0	15 000,0	35 000,0	-	35 000,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	130 516,0	134 586,7	123 828,0	388 930,7	24 668,8	413 599,5

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Remplacement de membranes de toitures	2 050,0	2 000,0	1 800,0	5 850,0	-	5 850,0
Remplacement des fenêtres, portes et revêtements de différents édifices municipaux	150,0	300,0	200,0	650,0	-	650,0
Remplacement des systèmes électromécaniques dans différents bâtiments	2 427,0	1 050,0	850,0	4 327,0	-	4 327,0
Mise aux normes et conformité CSST dans différents bâtiments	2 425,0	1 475,0	2 275,0	6 175,0	-	6 175,0
Économie d'énergie et développement durable dans les édifices municipaux	-	250,0	250,0	500,0	-	500,0
Rénovation des bâtiments municipaux - Autres	5 394,0	2 650,0	5 000,0	13 044,0	-	13 044,0
Remplacement de mobilier d'éclairage extérieur	870,0	870,0	690,0	2 430,0	-	2 430,0
Maintien des chemins d'accès et stationnements municipaux	635,0	250,0	250,0	1 135,0	-	1 135,0
Accessibilité pour personnes à mobilité réduite	-	1 050,0	-	1 050,0	-	1 050,0
Réfection et mise aux normes des équipements aquatiques	600,0	950,0	2 100,0	3 650,0	-	3 650,0
Aménagement de parcs (moins de 500 000\$)	640,0	1 410,0	100,0	2 150,0	-	2 150,0
Plantation - Réduction des îlots de chaleur	900,0	1 814,0	500,0	3 214,0	-	3 214,0
Maintien des espaces publics	4 145,0	4 150,0	4 830,0	13 125,0	-	13 125,0
Équipements et mobilier urbain dans l'espace public	1 125,0	700,0	700,0	2 525,0	-	2 525,0
Remplacement de véhicules - Travaux publics et autres services	3 812,8	4 270,0	4 637,0	12 719,8	-	12 719,8
Remplacement de vannes d'aqueduc	-	500,0	500,0	1 000,0	-	1 000,0
Honoraires professionnels préliminaires - Travaux publics	1 550,0	1 750,0	750,0	4 050,0	-	4 050,0
	26 723,8	25 439,0	25 432,0	77 594,8	-	77 594,8

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS - SUITE (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROJETS						
Agrandissement dépôt neige usée Dagenais, phase 2	4 023,0	-	-	4 023,0	-	4 023,0
Rénovation majeure aux arénas Samson et Saint-François	12 000,0	-	-	12 000,0	-	12 000,0
Construction d'un centre comm. au parc de Lausanne	500,0	4 500,0	-	5 000,0	-	5 000,0
Construction d'un chalet au parc Saint-Norbert	750,0	-	-	750,0	-	750,0
Rénovation majeure arénas Mike-Bossy et Hartland-Monahan	-	11 000,0	-	11 000,0	-	11 000,0
Aménagement de jeux d'eau aux parcs Saint-Édouard, des Trembles, Renaissance et des Saules	1 500,0	-	1 500,0	3 000,0	-	3 000,0
Aménagement et restauration de la berge des Baigneurs et construction d'un pavillon d'accueil	100,0	2 000,0	2 500,0	4 600,0	950,0	5 550,0
Aménagement de boisés	-	-	375,0	375,0	-	375,0
Aménagement du Parc Le Boutillier	2 000,0	-	-	2 000,0	-	2 000,0
Mise en valeur du bois de la Source pour compensation environnementale	-	75,0	675,0	750,0	-	750,0
Construction du centre communautaire Sainte-Dorothée	-	2 000,0	4 300,0	6 300,0	-	6 300,0
Mise aux normes du dépôt de neiges usées Saint-Martin	1 000,0	-	-	1 000,0	-	1 000,0
Construction d'un chalet à la berge aux Quatres-Vents	-	-	750,0	750,0	-	750,0
Équipements pour l'automatisation du transport de neige et de la machinerie et achat et mise à jour pour intégration du <i>Load scan</i>	70,0	-	1 300,0	1 370,0	-	1 370,0
Réaménagement des dépôts à neige (routes d'accès, bâtiments, barrières et autres travaux)	-	250,0	-	250,0	-	250,0
Pavillon d'accueil du parc de la Rivière-des-Mille-Iles - Centre communautaire Sainte-Rose (centre Éco-Nature)	2 000,0	7 000,0	-	9 000,0	-	9 000,0
Rénovation au complexe André-Benjamin-Papineau (maison patrimoniale, Grangerit et bar)	-	750,0	750,0	1 500,0	-	1 500,0
Construction d'un pôle communautaire dans le quartier Val-Martin	-	-	100,0	100,0	8 400,0	8 500,0
Aménagement d'un parc secteur L'Orée-des-Bois	-	100,0	1 000,0	1 100,0	2 900,0	4 000,0
Aménagement de l'Espace Concorde	-	500,0	3 500,0	4 000,0	1 000,0	5 000,0
Aménagement et restauration de la berge aux Quatre-Vents	-	200,0	500,0	700,0	2 000,0	2 700,0
Renouvellement de la ferme et mise à niveau du Centre de la nature	-	-	2 000,0	2 000,0	24 700,0	26 700,0
	23 943,0	28 375,0	19 250,0	71 568,0	39 950,0	111 518,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	50 666,8	53 814,0	44 682,0	149 162,8	39 950,0	189 112,8

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Rénovation et mise aux normes des usines d'eau potable	1 945,6	2 644,3	3 130,5	7 720,4	-	7 720,4
Rénovation et mise aux normes des usines d'eaux usées	747,9	866,3	7 847,9	9 462,1	-	9 642,1
Rénovation et mise aux normes des stations de pompage	761,0	1 246,2	946,3	2 953,5	-	2 953,5
Remplacement des systèmes de contrôle, électronique et électrique	618,7	3 180,0	1 800,0	5 598,7	-	5 598,7
	4 073,2	7 936,8	13 724,7	25 734,7	-	25 734,7
PROJETS						
Équipements en santé et sécurité - Usines de filtration, stations d'épuration et pompage - Phase 2	125,0	56,7	-	181,7	-	181,7
Achat, installation et réfection de divers équipements de procédé dans les stations d'épuration, de pompage et de surverses	259,0	250,0	-	509,0	-	509,0
Implantation de chambres de mesure sectorielles sur le réseau de distribution d'eau potable/sectorisation	-	2 500,0	1 500,0	4 000,0	-	4 000,0
Achat de bacs roulants pour la biométhanisation et le compostage de matières organiques	700,0	700,0	2 250,0	3 650,0	7 350,0	11 000,0
Cheminées et traitement des odeurs sur le réseau d'interception	-	314,0	-	314,0	-	314,0
Aménagement d'un écocentre principal au centre du territoire lavallois	-	-	300,0	300,0	3 865,0	4 165,0
Déploiement, consolidation et sécurisation de la gestion centralisée des usines (CGU - Phase 3)	119,0	119,0	-	238,0	-	238,0
	1 203,0	3 939,7	4 050,0	9 192,7	11 215,0	20 407,7
INVESTISSEMENTS TOTAUX	5 276,2	11 876,5	17 774,7	34 927,4	11 215,0	46 142,4

SERVICE DE LA CULTURE, DES LOISIRS, DU SPORT ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROJET						
Mandats d'expertises professionnelles et acquisition d'une solution RFID pour les bibliothèques	1 100,0	-	-	1 100,0	-	1 100,0
	1 100,0	-	-	1 100,0	-	1 100,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	1 100,0	-	-	1 100,0	-	1 100,0

BUREAU DES GRANDS PROJETS (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROJETS						
Usine de biométhanisation et de compostage des matières organiques	450,0	10 000,0	40 000,0	50 450,0	45 000,0	95 450,0
Construction de la caserne de pompiers 5	530,0	3 800,0	2 500,0	6 830,0	-	6 830,0
Relocalisation du poste de quartier 1 à Saint-François	-	-	400,0	400,0	6 300,0	6 700,0
Bibliothèque centrale	340,0	3 800,0	10 200,0	14 340,0	15 200,0	29 540,0
Place publique Pont-Viau	-	-	300,0	300,0	1 900,0	2 200,0
Centre des services animaliers	1 300,0	4 000,0	10 000,0	15 300,0	-	15 300,0
Complexe aquatique	3 100,0	4 300,0	20 200,0	27 600,0	29 200,0	56 800,0
Centre d'interprétation des biosciences Armand-Frappier	575,0	2 100,0	2 600,0	5 275,0	-	5 275,0
Construction d'une bibliothèque et d'un centre communautaire à Saint-François	-	500,0	500,0	1 000,0	4 000,0	5 000,0
Méto de la Concorde : expropriation, infrastructure, parc, caserne, cour, rive	100,0	100,0	100,0	300,0	100,0	400,0
Centre-ville : rue, stationnement, bretelle, pourtour	2 000,0	10 000,0	10 000,0	22 000,0	2 500,0	24 500,0
Val-Martin : régénération, acquisition, parc, chaufferie, infrastructures	-	100,0	100,0	200,0	100,0	300,0
Construction d'un nouveau poste de gendarmerie dans l'ouest de la ville	-	-	100,0	100,0	29 900,0	30 000,0
Bâtiment municipal multiservices	-	-	100,0	100,0	5 400,0	5 500,0
Construction d'un centre de création artistique	-	-	500,0	500,0	11 500,0	12 000,0
	8 395,0	38 700,0	97 600,0	144 695,0	151 100,0	295 795,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	8 395,0	38 700,0	97 600,0	144 695,0	151 100,0	295 795,0

TOTAL (Milliers de \$)

	2016	2017	2018	TOTAL 2016-2018	ULTÉRIEUR	TOTAL
Programmes	154 671,4	129 077,8	119 417,3	403 166,5	-	403 166,5
Projets	101 605,9	142 518,9	201 300,3	445 425,1	231 233,8	676 658,9
INVESTISSEMENTS TOTAUX	256 277,3	271 596,7	320 717,6	848 591,6	231 233,8	1 079 825,4

STATISTIQUES
LAVALLOISES

7

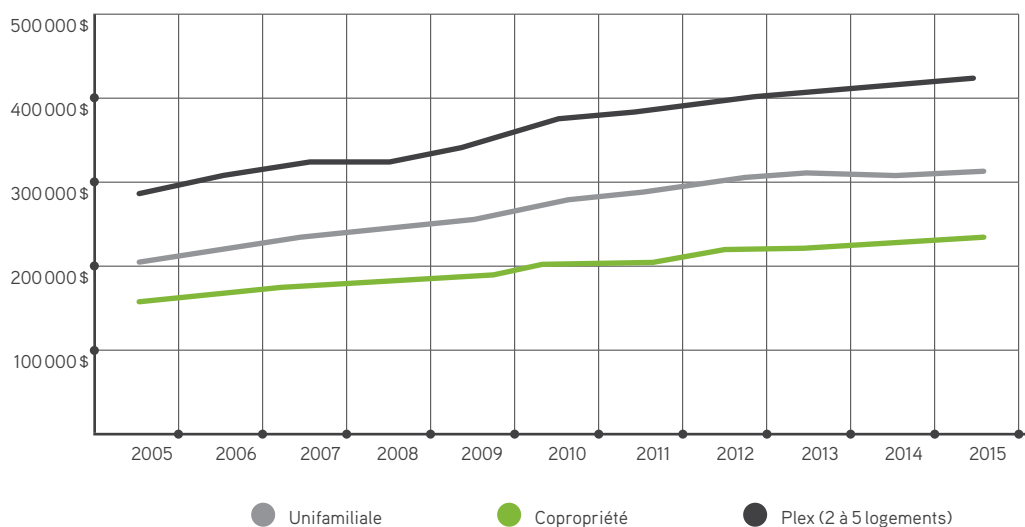
Statistiques lavalloises

Évolution de la valeur des permis de construction (Millions de \$)

ANNÉE	NOUVEAUX PERMIS	AMÉLIORATIONS	TOTAL
2005	702,3	92,1	794,4
2006	626,6	126,8	753,4
2007	767,3	199,3	966,6
2008	808,1	196,3	1004,4
2009	625,8	203,2	829,0
2010	663,6	165,4	829,0
2011	661,9	132,2	794,1
2012	767,4	224,6	992,0
2013	437,4	298,1	735,5
2014	447,8	187,7	635,5
Variation 2005-2014	(36,2%)	103,8%	(20,0%)
2015*	634,8	161,8	796,6

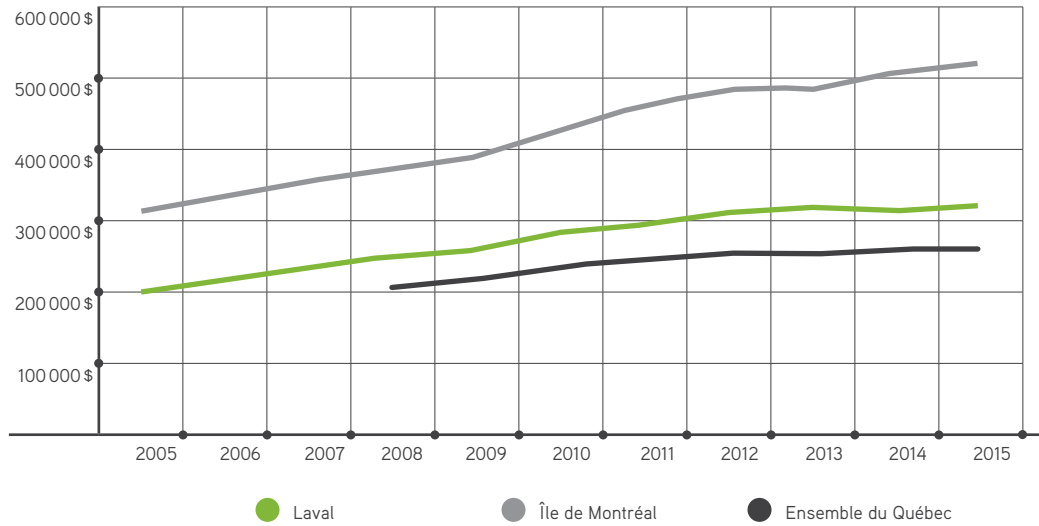
Note : * Du 1^{er} janvier au 31 octobre 2015
Source : Service de l'urbanisme, Ville de Laval

Marché de la revente, prix moyen



Note : Information pour 2015 en date du troisième trimestre
Sources : Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

Marché de la revente de l'unifamiliale, prix moyen



Notes: Information pour 2015 en date du troisième trimestre
 Données pour l'ensemble du Québec non disponibles pour les années antérieures à 2008
 Sources: Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs (2004-2014)



Source: SCHL

Évolution des investissements par secteur (Millions de \$)

ANNÉE	RÉSIDENTIEL	COMMERCIAL	INDUSTRIEL	INSTITUTIONNEL	TOTAL
2005	622,9	147,3	611,0	185,5	1 566,7
2006	518,2	149,6	556,3	256,1	1 480,2
2007	631,4	160,7	624,6	95,8	1 512,5
2008	746,5	164,4	676,3	114,9	1 702,1
2009	589,1	59,4	422,7	438,0	1 509,2
2010	649,4	115,3	417,4	168,3	1 350,4
2011	622,4	129,8	558,1	207,1	1 517,4
2012	659,9	183,6	506,0	148,7	1 498,2
2013	443,7	86,2	340,7	105,4	976,0
2014	418,7	77,2	551,6	177,3	1 224,8
Variation 2005-2014	(32,8%)	(47,6%)	(9,7%)	(4,4%)	(21,8%)

Source: Institut de la statistique du Québec

Évolution de la population

	2016	2015	2014	2013
Nombre estimé	435 200	429 400	418 500	413 500

Source: Institut de la statistique du Québec

Évolution de l'évaluation foncière (Millions de \$)

	2016	2015	2014	2013
Résiduelle	38 965,0	37 319,0	34 984,5	32 555,7
Immeubles de 6 logements et plus	2 774,1	2 609,5	2 467,4	2 341,1
Terrains vagues	570,3	566,9	568,2	491,6
Non résidentiel	6 386,3	6 043,8	5 645,2	5 275,0
Industriel	827,4	817,1	862,7	784,3
ÉVALUATION IMPOSABLE ESTIMÉE À DES FINS DE TAXATION (*)	49 523,1	47 356,3	44 528,0	41 447,7

Source: Service de l'Évaluation, Ville de Laval

(*) Après étalement des valeurs

Évolution de certains taux de taxation et de tarification

	2016	2015	2014	2013
TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE PAR 100 \$ D'ÉVALUATION MUNICIPALE (RÉGIME DES TAUX VARIÉS)				
Taux de base	0,745\$	0,748\$	0,759\$	0,791\$
Immeubles de 6 logements et plus	0,837\$	0,857\$	0,869\$	0,897\$
Immeubles non résidentiels	3,076\$	3,134\$	3,102\$	3,131\$
Terrains vagues desservis	1,378\$	1,496\$	1,518\$	1,582\$
TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE - INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES PAR 100 \$ D'ÉVALUATION MUNICIPALE				
Taux de base	0,023\$	0,024\$	0,026\$	0,038\$
Immeubles de 6 logements et plus	0,024\$	0,025\$	0,027\$	0,039\$
Immeubles non résidentiels	0,072\$	0,075\$	0,079\$	0,111\$
Terrains vagues desservis	0,043\$	0,048\$	0,052\$	0,076\$
TAXE SUR LES TERRAINS VAGUES NON DESSERVIS PAR 100 \$ D'ÉVALUATION MUNICIPALE				
	0,633\$	0,748\$	0,759\$	0,791\$
TAUX DES SERVICES DE L'EAU				
Par logement et local	297\$	279\$	279\$	279\$
Par piscine creusée	55\$	55\$	55\$	55\$
Par piscine hors-terre	35\$	35\$	35\$	35\$
Terrains non exploités (par 92,9 m ²) Min.: 40\$ Max.: 550\$	2,50\$	2,50\$	2,50\$	2,50\$
Eau au compteur (par m ³)	0,9300\$	0,8206\$	0,7342\$	0,6488\$
TARIFICATION DU TRANSPORT RÉGIONAL				
Par logement	45\$	45\$	45\$	45\$
Par local au mètre carré (minimum 45\$)	1,51\$	1,51\$	1,51\$	1,51\$
Terrains non exploités (par 92,9 m ²) Min.: 40\$ Max.: 740\$	2,15\$	2,15\$	2,15\$	2,15\$
TARIFICATIONS PARTICULIÈRES				
Contrôle biologique des moustiques				
1 logement ou 1 local	30\$	30\$	30\$	30\$
Plus d'un logement	60\$	60\$	60\$	60\$
Golf	2500\$	2500\$	2500\$	2500\$
Disposition de la neige				
1 logement	220\$	216\$	214\$	211\$
Plus d'un logement et condominium	113\$/log	111\$/log	110\$/log	109\$/log
Mixte ou non résidentiel - au local	258\$/local	254\$/local	251\$/local	248\$/local
- au mètre linéaire	25,26\$	24,86\$	24,60\$	24,30\$

Évolution des effectifs

(Équivalence personnes/année de l'ensemble des employés permanents ou temporaires)

	2016 ⁽¹⁾	2015	2014	2013
Maire et conseillers	22	22	22	22
Direction	60	58	54	53
Cadres	400	367	342	311
Professionnels et administratifs	346	295	251	229
Employés de bureau	912	886	845	832
Personnel récréatif et culturel	221	216	209	208
Manuels	683	685	667	634
Brigadiers	30	29	29	30
Policiers	565	565	542	532
Pompiers	267	265	262	262
TOTAL	3 506	3 388	3 223	3 113

(1) L'intégration des activités de Laval Technopole, du Centre local de développement et de la Conférence régionale des élus compte pour 53 nouveaux postes.

RENSEIGNEMENTS
SUPPLÉMENTAIRES

8



Périmètre comptable

Conformément aux principes comptables généralement reconnus, la Ville de Laval prépare un budget de fonctionnement ainsi qu'un programme d'immobilisations consolidés. Ils incluent les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

Le périmètre comptable d'un organisme municipal doit englober les organismes qui sont sous son contrôle.

Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages attendus à l'organisme municipal ou l'exposeront à un risque de perte.

La capacité d'orienter les politiques permet d'établir les règles de base pour la conduite des activités de l'organisme et la réalisation de sa mission et de son mandat.

Le périmètre comptable de la Ville de Laval comprend les organismes suivants :

- Société de transport de Laval (STL)
- Place des aînés de Laval
- Gestion du Fonds Soutien Laval inc.
- Centre d'expositions horticoles et commerciales de Laval
- Patinorama Laval
- Corporation des célébrations 2015 à Laval
- Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)

Au Budget 2016, les activités de Laval Technopole, du Centre local de développement (CLD) de Laval et de la Fondation du Centre de la nature de Laval font partie intégrante de la Ville. Par contre, du point de vue légal, ces organismes vont continuer d'exister jusqu'à leur dissolution dont la date est encore indéterminée.

De plus, la Ville est à analyser la gouvernance des sociétés paramunicipales, y compris celles faisant encore partie du périmètre comptable.

Activités de fonctionnement consolidées à des fins fiscales (Millions de \$)

	VILLE DE LAVAL	ORGANISMES CONTRÔLÉS	BUDGET 2016	BUDGET 2015 Reclassé
REVENUS				
Taxes sur la valeur foncière	564,1	-	564,1	546,2
Taxes sur une autre base	124,4	-	124,4	122,1
Paiements tenant lieu de taxes	17,4	-	17,4	15,9
Services rendus	7,6	38,3	45,9	45,6
Imposition de droits	34,2	-	34,2	32,4
Amendes et pénalités	17,1	-	17,1	17,9
Intérêts	12,7	0,2	12,9	10,0
Autres revenus	5,6	-	5,6	5,3
Transferts	27,4	34,1	61,5	60,4
	810,5	72,6	883,1	855,8
DÉPENSES				
Administration générale	94,3	-	94,3	88,7
Sécurité publique	163,8	-	163,8	166,4
Transport	157,7	60,8	218,5	210,7
Hygiène du milieu	103,2	-	103,2	101,8
Santé et bien-être	11,8	-	11,8	11,1
Aménagement, urbanisme et développement	22,5	-	22,5	21,8
Loisirs et culture	80,1	1,4	81,5	77,0
Frais de financement	48,1	3,2	51,3	59,3
	681,5	65,4	746,9	736,8
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	129,0	7,2	136,2	119,0
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Financement (net des affectations)	(77,0)	(8,9)	(85,9)	(86,4)
Affectations	(52,0)	1,7	(50,3)	(32,6)
	(129,0)	(7,2)	(136,2)	(119,0)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0	0,0	0,0

Activités d'investissements et modes de financement consolidés (Millions de \$)

	VILLE DE LAVAL	ORGANISMES CONTRÔLÉS	BUDGET 2016	BUDGET 2015
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS				
Administration générale	14,3	-	14,3	14,4
Sécurité publique	11,9	-	11,9	10,8
Transport	81,6	62,7	144,3	116,2
Hygiène du milieu	95,0	-	95,0	108,7
Aménagement, urbanisme et développement	0,5	-	0,5	0,7
Loisirs et culture	53,0	-	53,0	76,6
	256,3	62,7	319,0	327,4
SOURCES DE FINANCEMENT EXTERNES				
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	44,9	-	44,9	48,4
Contributions des promoteurs	11,3	-	11,3	19,9
Transferts gouvernementaux	51,7	45,8	97,5	103,2
	107,9	45,8	153,7	171,5
MONTANT À LA CHARGE DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	148,4	16,9	165,3	155,9
PAIEMENTS COMPTANTS				
Fonds de parcs	4,3	-	4,3	4,7
Projet des espaces verts	9,8	-	9,8	6,6
Autres fonds réservés	5,0	-	5,0	10,6
Réserve Infrastructures désuètes et projets structurants	32,6	-	32,6	27,6
Réserve Service de l'eau	10,4	-	10,4	28,7
Autres réserves financières	1,2	-	1,2	0,8
Affectations et fonds de roulement	13,7	9,5	23,2	18,2
	77,0	9,5	86,5	97,2
EMPRUNTS À L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	71,4	7,4	78,8	58,7



VILLE DE LAVAL

1, place du Souvenir
C.P. 422, succursale Saint-Martin
Téléphone : 311 ou 450 978-8000
www.laval.ca

SUIVEZ LA VILLE DE LAVAL



VILLE DE LAVAL
PAGE OFFICIELLE



@LAVAL311

